



Rapport d'activité



ALFA3A 2010

Rapport d'activité 2010

- 2 Mot de Madame le Président
- 3 Chiffres clés
- 4 Direction générale
- 6 Services centraux
- 7 Pôle immobilier
- 9 Pôle actions sociales
- 27 Composition de l'assemblée générale

Annexe **Synthèse graphique**



Chers amis,

Le plaisir de vous retrouver tous les ans pour l'assemblée générale d'ALFA3A est doublé cette année de la joie de célébrer les 40 ans de notre association et d'évoquer ainsi son passé, son présent et son avenir.

C'est grâce à ses membres fondateurs et à leur capacité d'indignation face à l'indifférence générale, qu'ALFA3A a vu le jour : Pierre Cormorèche président dévoué et efficace jusqu'en 1998, Charles Millon et Michel Paramelle qui ont su la porter, la structurer et accompagner son développement. Quelques unes de leurs phrases sont de véritables cris du cœur : « Nous avons dénoncé des situations ahurissantes, intolérables puisqu'on logeait les immigrés dans des taudis. C'était une action humanitaire. ». Nous n'avons rien renié de leur engagement. Progressivement les activités d'ALFA3A se sont diversifiées pour être davantage au service de l'Homme, de la famille, par l'accueil, la formation et l'insertion des plus démunis et des demandeurs d'asile. Le logo représentant un toit, un homme et un arbre a mis en image la finalité d'ALFA3A de faire de chaque personne accueillie un Homme unique, épanoui, respecté dans sa dignité, protégé dans sa liberté et réconcilié avec un environnement marqué du vert de l'espérance.

Il y a des moments de fierté pour l'action menée depuis quarante ans et qui donnent confiance en l'avenir. Les chiffres repris dans ce rapport sont évocateurs 46 882 personnes ont bénéficié d'au moins un des services de notre association 6 733 personnes ont été hébergées dans un des 3 075 logements et 1 569 salariés dont 735 permanents ont œuvré au quotidien. La récente fête de l'enfant a montré, une fois encore, que nos équipes ont une imagination sans limites pour apporter du rêve et de la joie aux enfants accueillis dans nos centres.

En 2010, ALFA3A a également apporté sa contribution à l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en faisant réaliser une étude sur « la pauvreté et précarité dans l'Ain ». Ce travail a été piloté par un collectif regroupant les divers services d'action sociale du département et ses conclusions ont été présentées à tous les acteurs du social dans l'Ain lors des Rencontres d'Interaction. Le logement, qui demeure le problème majeur rencontré dans les situations délicates, constitue l'action première de notre association mais subit des difficultés très diverses liées à la localisation géographique des établissements dans le département. Le faible taux de remplissage de certains bâtiments que nous avons en gestion nous oblige à prévoir des restructurations, des reconversions voire même des solutions plus radicales. La baisse des aides financières à la pierre et à l'accompagnement social conditionnent la transformation de nos foyers en résidences sociales et la programmation de nouvelles maisons relais, pour lesquelles nous accordons une attention particulière. Nous espérons que notre programme de développement pour les deux années à venir pourra néanmoins se déployer.

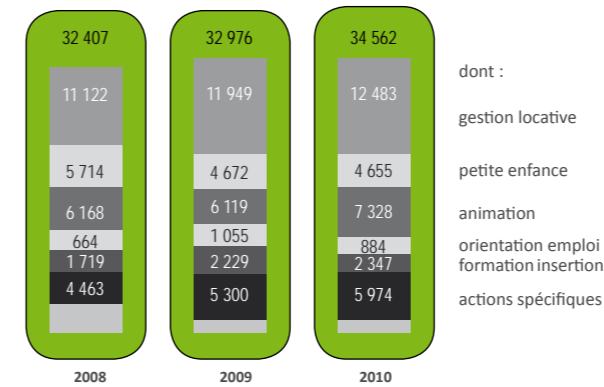
Le projet ambitieux ALFA3A 2008-2010 était le fil conducteur d'une démarche de progrès interne depuis 3 ans. De nombreux objectifs ont été atteints et nous travaillons déjà au prochain projet pluriannuel dans un même souci d'efficacité, de coûts maîtrisés, de responsabilisation, d'épanouissement des salariés pour la satisfaction des usagers et des partenaires. L'accroissement du nombre de centres pris en gestion récemment et la reconduction des marchés, malgré une conjoncture difficile, témoignent de notre avancée.

40 ans, c'est une longue expérience sur un chemin parfois chaotique. Merci à tous ceux qui ont travaillé avec nous, salariés, bénévoles, ceux qui nous ont fait confiance, les représentants des administrations, des collectivités locales et les membres du conseil d'administration avec une pensée émue pour Michel Richelmy, notre ancien vice-président, qui vient de nous quitter. Pour nous le chemin continue malgré les aléas de la vie. Bon anniversaire à tous et bonne route pour l'avenir.

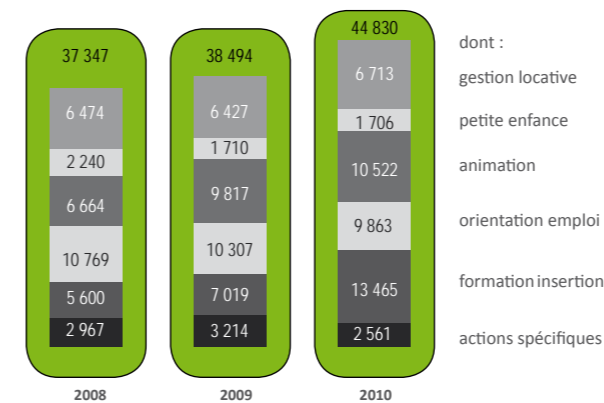


Marie-Claude Chatillon
Président

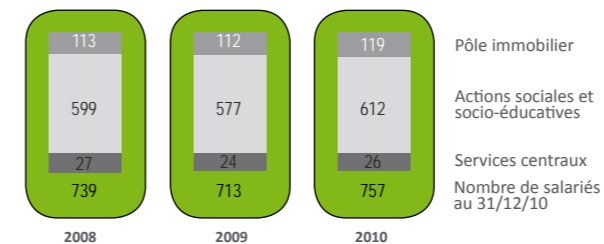
Produit des activités en K€



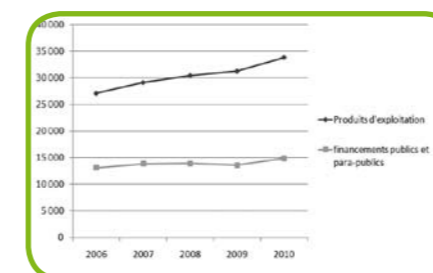
Nombre de personnes ayant utilisé les services



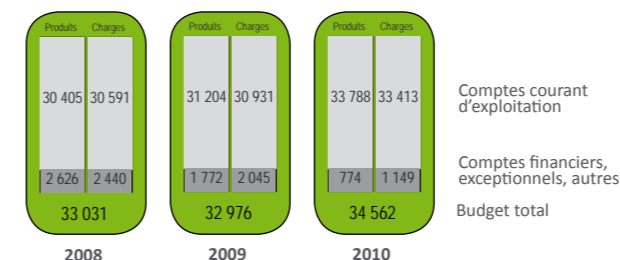
Effectif salarié présent au 31/12/10



Quote-part des financements publics et para-publics



Compte de résultat en K€



Au cours de l'exercice 2010, l'association ALFA3A aura :

- **accueilli** 44 830 personnes ayant bénéficié d'au moins un de ses différents services (*logement social, hébergement d'urgence, accueil de la petite enfance, animation enfance-jeunesse, orientation vers l'emploi, accueil et intégration de personnes d'origine étrangère, ...*)

- **hébergé** 6 713 personnes dans l'un de ses 3075 logements, pour un total de 926 127 nuitées, et réalisé pour 957 544 € de travaux sur l'ensemble de son parc de logements.

- **employé** 1 569 salariés (2 268 contrats de travail distincts et 10 294 bulletins de paie) qui représentent 559 équivalents temps plein (ETP) et un effectif moyen mensuel de 735 salariés.

- **génééré** pour 33 788 K€ de produits d'exploitation, sur un budget total de 34 562 K€ en 2010, 62,1 M€ à l'actif du bilan arrêté au 31/12/2010.

- **géré** 128 établissements répartis sur 7 départements (Ain, Doubs, Haute-Savoie, Isère, Loire, Rhône, Saône et Loire) et sur 3 régions administratives (Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes).

- **apporté sa contribution** à l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en faisant réaliser une étude sur le visage de **la grande précarité dans l'Ain**, présentée lors des Rencontres d'InterAction sur ce thème le 18 novembre 2010.

- **procédé à la refonte de son site Internet www.alfa3a.org** en vue de le rendre interactif et d'offrir une présentation complète et actualisée de l'association.

- **mis à disposition des salariés 360 postes informatiques** dont 75 connectés aux 11 serveurs virtualisés, et **65 véhicules** permettant aux équipes d'être présentes sur l'ensemble des territoires et au plus près des besoins des usagers.

Une nouvelle organisation au service de la démarche de progrès

L'avenir d'ALFA3A dépend de sa capacité à anticiper les changements et à s'adapter à des mutations profondes dans ses différents domaines d'activité.

L'équipe de direction a donc décidé en 2010 de prendre du recul par rapport à son fonctionnement afin d'ajuster sa structuration et les missions de ses services.

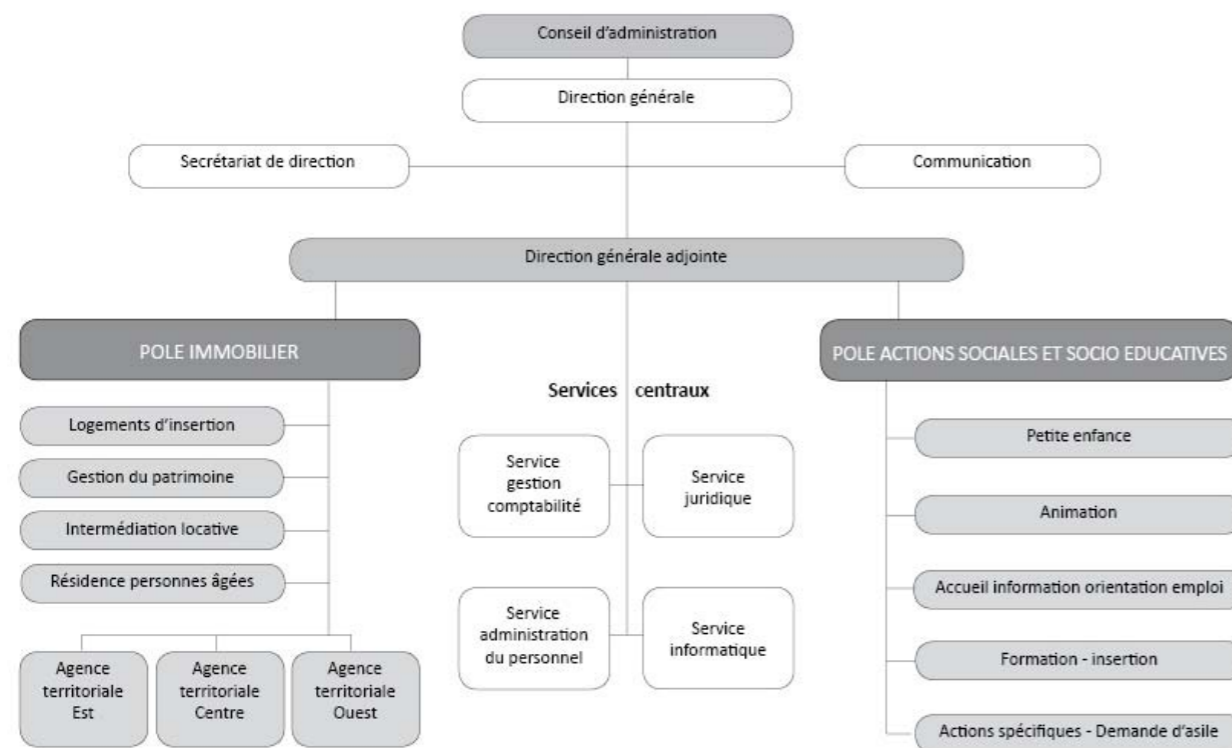
Fin 2009, la direction a souhaité faire réaliser un audit interne auprès d'un échantillon de salariés des services administratifs et de responsables de service des pôles immobilier et de l'action sociale, afin d'analyser le mode d'organisation générale d'ALFA3A et de l'ajuster au mieux aux besoins des pôles et à la conjoncture.

Le rapport remis par le consultant extérieur montre que des progrès sont à réaliser en matière de pratiques managériales, organisation du travail des équipes, développement des fonctions ressources humaines et communication inter-

ne, ainsi que la clarification des procédures. Ces éléments constituent des axes de progrès en partie pris en compte dans le projet ALFA3A 2008-2010 et qui seront développés dans le prochain projet pluriannuel 2012-2015, qui sera élaboré courant 2011.

En parallèle, des recommandations ont été formulées par le consultant sur l'articulation des services entre eux, et sur leur mode de management.

Une nouvelle architecture d'ALFA3A a donc été mise en place fin 2010.



Ce nouvel organigramme, effectif depuis le début de l'année 2011, vise à décloisonner les pôles et à faciliter les échanges entre les services.

Le conseil d'administration, présidé par Madame Marie-

Claude Chatillon, fixe les orientations dans l'esprit des statuts et du projet social et culturel d'ALFA3A.

L'équipe de direction est composée d'un directeur général en charge des relations extérieures, des finances et des

orientations stratégiques de l'association, et d'un directeur adjoint, en charge du management opérationnel de l'ensemble des services. Les services centraux (comptabilité, gestion, juridique, administration du personnel, informatique, communication) se situent au centre du dispositif et ont vocation à venir en appui des pôles opérationnels.

L'activité d'ALFA3A reste partagée en deux grands secteurs, l'immobilier et les actions sociales et socio-éducatives, placés chacun sous l'autorité d'un directeur de pôle.

Une démarche qualité au service des usagers

Après 3 années de mise en oeuvre, le projet ALFA3A 2008-2010 arrive à échéance. Le bilan des actions menées permettra, en 2011, de préparer le nouveau plan triennal.

Un bilan satisfaisant mais inégal selon les services

Cette démarche de qualité interne initiée en 2007 par une réflexion collective, puis lancée en 2008 sous la forme d'un projet triennal, était nécessaire pour faire évoluer les méthodes de travail et anticiper une inévitable mutation des métiers du social. Malgré une appropriation de la démarche et une mise en œuvre des axes de progrès différentes selon les services, le premier bilan est positif : 49 axes de progrès sur les 59 prévus, ont fait l'objet d'une réelle mobilisation et d'une mise en place d'actions correctives. La méthode de travail par équipe de projet a créé une véritable dynamique interne en impliquant les salariés au cœur de l'action.

2011 sera consacré au bilan complet du projet, démarche et axes de progrès, à une réflexion sur les fondamentaux d'ALFA3A et à la préparation d'un nouveau projet pluriannuel.

Un nouveau site Internet pour renseigner les usagers et faire connaître ALFA3A

Dans le cadre du projet ALFA3A 2008-2010 et de l'axe de progrès qui visait le développement de la communication externe de l'association, le site Internet a fait peau neuve. A l'instar des autres actions d'amélioration, une équipe projet s'est mobilisée pendant plusieurs mois pour définir un nouveau cahier des charges, sélectionner un fournisseur, valider les maquettes et rédiger les contenus. Le nouveau site Internet www.alfa3a.org a permis à ALFA3A de réaffirmer ses valeurs et ses nombreuses missions au service des collectivités et des particuliers.

InterAction, le magazine du social dans l'Ain

Au cours de l'année 2010, ALFA3A a poursuivi le portage du magazine InterAction.

Ce magazine, créé par l'association, s'adresse à tous les acteurs sociaux du département de l'Ain et tient lieu de véritable outil de travail pour ceux qui composent, organisent et animent la vie sociale.

InterAction bénéficie d'une participation active de l'ADAPEI, Bourg Habitat, Caf de l'Ain, Conseil Général de l'Ain, CPAM, Dynacité, ADREA Mutuelles Pays de l'Ain, MSA, ORSAC et SEMCODA ainsi que du savoir-faire de l'équipe de MG Editions. Il est diffusé à 10 000 exemplaires.

L'informatique passe à la virtualisation

Lors du renouvellement de plusieurs serveurs informatiques en 2010, il a été décidé de passer à la virtualisation, dans le but d'accroître la flexibilité, la fiabilité, la reprise sur incident et le temps d'installation des serveurs. 2 serveurs de virtuali-

sation remplacent les 8 anciennes machines. D'autres serveurs virtuels pourront être créés dans l'avenir sans acheter de nouvelles machines physiques. Si un des deux serveurs physiques venait à tomber en panne, le second prendrait automati-

quement, après une coupure de quelques minutes, la charge de l'ensemble des serveurs virtuels, économisant ainsi plusieurs jours d'arrêt d'activité complète. L'installation a eu lieu fin novembre 2010.

Mise en place des entretiens professionnels des salariés de plus de 45 ans

Dans le cadre de l'application du plan seniors signé en 2009, une soixantaine de salariés de plus de 45 ans ont bénéficié d'un entretien professionnel dont l'objectif principal est d'éviter les pratiques discriminatoires liées à l'âge et de permettre au salarié d'anticiper la seconde partie de sa vie professionnelle.

Cet entretien a consisté à informer chaque salarié de plus de 45 ans sur ses droits en matière d'accès à un bilan d'étape professionnel, à un bilan de compétence ou à une action de professionnalisation. Cet entretien a été mené par les responsables hiérarchiques au regard de l'évolution des métiers et des perspectives d'emplois dans l'association. Il a permis de mettre en avant les compétences du salarié, ses besoins en formation, sa situation et son évolution professionnelle.

Suite à ces entretiens professionnels, 8 salariés de plus de 45 ans ont pu approfondir leur réflexion sur leur parcours professionnel avec l'aide des conseillers de la MIFE qui leur ont proposé soit un passeport formation, soit un diagnostic de milieu de vie professionnelle.

Des actions ont été mises en place : 3 salariées ont débuté soit une formation soit une VAE afin d'obtenir le diplôme d'auxiliaire de puériculture, 1 salarié s'est orienté vers un BPJEPS, 1 autre

vers des formations en électricité, 1 salariée souhaite poursuivre une formation à la gestion d'entreprise en vue d'une installation future, 1 salariée va bénéficier d'une VAE assistante de direction, enfin la dernière suivra une formation sur la gestion des conflits et formation au discernement de la demande du public.

Bilan social 2010

Le nombre total de salariés ayant travaillé dans l'association ne cesse de croître d'année en année. En 2010, l'association a comptabilisé 1 569 salariés présents pour 2 268 contrats signés.

Plus de 1 500 salariés ont été embauchés et plus de 1 500 salariés ont quitté l'association dans l'année, principalement des vacataires.

Ce phénomène traduit un mouvement important du personnel dû aux activités spécifiques de l'association : embauche en contrat d'usage, en contrat d'engagement éducatif, en contrat de remplacement...

Dans le cadre de la formation, l'association subit les modifications des règles de prises en charge et la baisse des sommes allouées. Cette année seules 107 personnes ont pu bénéficier d'une action de formation, contre 187 en 2009 et 322 en 2008.

Présentation du pôle

L'activité principale de ce pôle demeure la gestion du parc de foyers, résidences sociales, résidences étudiantes et maisons relais – pensions de familles dans l'Ain, le Rhône et la Saône et Loire.

Il est structuré en deux services :

- le service patrimoine et développement
- le service de gestion locative comprenant 3 agences territoriales, la gestion centralisée de logements d'insertion et du dispositif intermédiation locative, la gestion d'une résidence pour personnes âgées et d'un centre de congrès.

La 1ère partie de l'année 2010 a été principalement marquée par un audit d'organisation des agences territoriales. Il s'agissait de prolonger la réflexion entamée en 2009 sur l'avenir organisationnel du pôle immobilier en mettant en exergue la valeur ajoutée de l'entité « agence ». La démarche a été volontairement participative.

La 2ème partie de l'année 2010 a été marquée par la finalisation

du projet ALFA3A 2010 ainsi que la constitution de dossiers de demande d'agrèments pour l'obtention des agrèments :

- Maîtrise d'Ouvrage en Rhône Alpes et Bourgogne,
- Ingénierie Sociale Technique et Financière dans l'Ain et la Saône et Loire,
- Gestion Locative sociale et Intermédiation Locative dans l'Ain et en Saône et Loire.

Il est aussi à noter la réalisation quasi-totale de l'objectif de captation de 10 logements dans le département de l'Ain suite à l'appel à projet de l'Etat dans le cadre du dossier Intermédiation Locative.

L'enjeu pour le pôle Immobilier en 2011 sera de poursuivre son développement en matière d'offre de logements sociaux malgré la réduction de l'enveloppe des aides à la pierre pour le logement diffus et l'hébergement, et envisager l'ouverture d'autres maisons relais – pension de famille dans le département de l'Ain.

Les projets et le patrimoine

Le service patrimoine et développement pilote les travaux d'entretien et suit les programmes en réhabilitation et/ou en construction.

Montant des travaux engagés :
957 544 € (+ 45 %)

dont 671 978 € au titre des GE
(+ 61 %)

Les travaux

ALFA3A est propriétaire et / ou gère un parc de logements très diversifiés : logements très sociaux, foyers, résidences sociales, résidences étudiants, maisons relais – pensions de familles, centre de conférence, résidence personnes âgées, locaux commerciaux et doit intervenir sur divers aspects de la maintenance courante et du gros entretien.

Chacun de nos propriétaires, bailleurs sociaux (SEMCODA, DYNACITE, BOURG HABITAT) a établi et mis à jour, en partenariat avec notre service patrimoine et

développement, son PSP (Plan Stratégique de Patrimoine). Ils nous permettent d'avoir une vision stratégique du Patrimoine à court, moyen et long terme.

En 2010, ALFA3A a aussi finalisé le PSP de son propre patrimoine. Il a été intégré à son budget jusqu'en 2015.

Gros chantiers parmi les plus significatifs :

- Poursuite de la réfection des cuisines et VMC du foyer Schuman à Saint Genis Pouilly pour un montant de 103 064 €.
- Début du plan de réhabilitation de la

résidence sociale / maison relais Roberte Bergeron à Oyonnax, acquise en 2010. 124 000 € de travaux engagés dont 55 000 € consacrés au changement de l'ensemble des convecteurs par des radiateurs caloporteurs.

- Réfection de 5 cuisines collectives à la résidence Serpolet à Culoz pour un montant de 79 402 €.

Projets / montage d'opérations :

- Foyer Clos Dubost à Belley : le programme de réhabilitation des 3 premiers bâtiments, engagé par Dynacité en 2009, se terminera

au 1er trimestre 2011.

Cette résidence sociale offrira dorénavant 70 logements répartis du T1 au T4. La 2ème tranche de démolition / reconstruction est pour le moment remise en cause compte tenu des coûts de désamiantage et de reconstruction. Cette deuxième tranche devait permettre la livraison de 28 logements.

- Jassans-Riottier : la construction de 6 logements a débuté au 3ème trimestre 2010 pour une livraison en juillet 2011.

- Bourg en Bresse : réhabilitation de 4 logements, du studio au T3, pour une livraison prévue en janvier 2011.

D'autres projets sont programmés en 2011 / 2012 :

- réhabilitation d'un bâtiment avec création de 24 logements, à Ferney Voltaire,
- construction de 31 logements PLAI / PLUS à Ambérieu en Bugey,
- création de 8 logements à Jujurieux au sein d'un bâtiment mis à disposition par le diocèse,

- réhabilitation de 2 logements T4 à Ambérieu en Bugey (centre),
- construction de 24 logements neufs dans le cadre de la création d'une Maison Relais - Pension de Famille à Ambérieu en Bugey comprenant la création de 9 logements neufs à côté.



Projet de résidence à Ambérieu en B.

Service gestion locative

Le service gestion locative accompagne les personnes dans un parcours résidentiel.

926 127 nuitées
(+2,4 %)

6 713 personnes accueillies
(+4,4 %)

12 483 000 € de produit
d'activité (+4.5%)

Nombre de structures d'accueil et d'hébergement	Ain	Rhône	Saône et Loire	Total
Foyers	8		1	9
Résidences sociales	8		1	9
Résidences tout public	4			4
Résidences pour étudiants	5	1		6
Résidences pour personnes âgées	1			1
Maisons relais - pensions de familles	2			2
Total	28	1	2	31

Logements locatifs (PLS-PLAI)	118	38		156
Locaux commerciaux	9	2		11
Logements en intermédiation locative	9			9
Centre de conférence et de congrès		1		1

La durée moyenne de séjour a baissé. Elle est passée de 141 jours en 2009 à 138 jours en 2010.

Un accueil d'urgence confirmé :

La convention ALT a été réitérée avec la DDSCS, 72 ménages répartis sur 14 chambres, 4 T1, 1 T2 et 1 T3 ont bénéficié de cet hébergement au cours de l'année 2010 sur les sites de Trévoux, Miribel, St Genis Pouilly, Culoz, Belley, Ambérieu en Bugey, Renoir à Bourg en Bresse, Saint-Léger et Cormorèche à Oyonnax, Schweitzer à Ferney Voltaire.

Elargissement de l'offre de maison relais - pension de familles,

ALFA3A a ouvert une Maison Relais - Pension de Familles fin 2008 à Saint Genis Pouilly et fin 2009 à Oyonnax, et étudie une possibilité d'ouverture d'une autre structure à Ambérieu en Bugey. Ces projets immobiliers permettent d'associer des logements autonomes à une vie collective (cuisine et salle commune pour les activités). Les hôtes de maisons relais - pensions de familles proposent à la fois un suivi personnalisé et des moments collectifs très conviviaux (repas, fêtes des voisins, concours, jeux, activités...) pour aider les personnes isolées et en grande détresse à sortir de leur solitude, se réinsérer dans un contexte social et peut-être envisager à terme un parcours vers un logement autonome.

L'intermédiation locative

Les associations du réseau FAPIL en Rhône-Alpes se sont engagées en 2009 à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mobilisation d'un parc de logements privés à loyers maîtrisés. Cela se traduit pour ALFA3A par des opérations de location puis sous-location pour les publics reconnus

prioritaires pour un hébergement en logement de transition par la commission de médiation DALO, les sortants d'hôtel, les ménages en risque d'expulsion ou en habitat insalubre.

La convention signée avec la DDSCS limite le champ d'action dans l'Ain aux secteurs les plus tendus : Val de Saône, Côtère, Bourg en Bresse, et le Pays de Gex uniquement sur la typologie de T3 sans travaux.

Sur l'année 2010, ALFA3A a capté 9 logements pour un objectif de 10 et a logé 11 ménages. Il importe que pour ces ménages, la sortie soit facilitée vers le parc social dans le cadre des dispositifs existants. Tout au long du temps d'occupation du logement (maximum 18 mois) ALFA3A assure une présence et un suivi de proximité. Il s'agit d'intervenir en cas de sinistre, de veiller au bon usage du logement et de suivre les règlements afin de prévenir les impayés. L'Etat n'a pas souhaité renouveler les objectifs de captation en 2011.

Le centre de conférences poursuit le développement de ses activités

Le centre dispose d'un amphithéâtre d'une capacité variant de 105 à 330 places et de 7 salles pouvant accueillir de 14 à 350 personnes.

L'espace de l'Ouest Lyonnais a retrouvé les chemins de la croissance et un résultat net d'exploitation positif. L'année 2010 aura par ailleurs été une année très positive en termes de développements structurels : trois structures louent régulièrement les salles du Priuré. Nouvelle location du CNFPT et stabilisation de la présence de l'IFSO en leur donnant des bureaux adaptés à leur demande.

L'action principale en 2011 sera d'améliorer encore l'aménagement des espaces.

ALFA3A développe son parc de location de locaux commerciaux

Le Pôle Immobilier gère 11 locaux commerciaux dont l'association est propriétaire. Cette activité pour 2010 représente un chiffre d'affaires de 130 163 €

Les taux d'occupation des établissements

Agence territoriale OUEST

Etablissements	Capacité d'accueil	Taux d'occupation 2010	Analyse
F - Le Trêve Miribel (01)	342	79 % (+0.99%)	Malgré une hausse des nuitées, le séjour des résidents est plus court. L'hébergement ponctuel de passage a répondu à une plus grande attente des entreprises et des personnes travaillant sur le secteur.
T - Fétan Trévoux (01)	150	89 % (Idem 2009)	Cette stabilité s'explique par un taux d'occupation déjà très élevé en 2009, grâce aux demandeurs d'asile. Leurs situations sont le plus souvent difficiles et très précaires.
F - de Marcilleux Saint-Vulbas (01)	150	93 % (+ 16.23 %)	La centrale du Bugey a embauché du personnel supplémentaire pour le changement des 3 générateurs de vapeur du réacteur, avec en parallèle une visite décennale. Cette activité a eu un impact sur le taux d'occupation. Les résidents sont restés pour une période plus longue.

R : résidence tout public - F : Foyer - RS : résidence sociale - RE : résidence pour étudiants - MR : maison relais pension de familles

Service gestion locative

R – Jean de Paris Ambérieu (01)	230	77 % (+ 2.96 %)	L'intervention de nombreux sous-traitants à la centrale du Bugey a eu aussi un impact sur ce site.
R – Raoul Follereau Lyon (69)	64	88 % (- 3.62 %)	Les demandes de logement sont très saisonnières entre les mois d'avril et septembre. En revanche les demandes entre octobre et mars sont très faibles.
RS – Plateau Saint-Jean Chalon sur Saône (71)	86	61 % (idem 2009)	Maintien du taux grâce à des salariés en déplacement, de passage, qui se sont ajoutés aux retraités habituels.
F – ALATFA Montceau les Mines (71)	13	82 % (+ 26.68 %)	L'hébergement régulier de passagers d'entreprise a permis cette hausse significative.

R : résidence tout public - F : Foyer - RS : résidence sociale - RE : résidence pour étudiants - MR : maison relais pension de familles



Résidence La Gare - Oyonnax



Maison Relais Soeur Emmanuelle Saint-Genis-Pouilly



Résidence Les Lilas - Bellegarde sur V.

Agence territoriale CENTRE

Etablissements	Capacité d'accueil	Taux d'occupation 2010	Analyse
RS – Auguste Renoir Bourg en Bresse (01)	134	88 % (+2.70 %)	Manque de travailleurs intérimaires et en mobilité professionnelle du fait de la crise actuelle. L'apport du SAO-DA pour les primo arrivants a comblé cette perte.
RS – Paul Barberot Bourg en Bresse (01)	31	91 % (+5.68 %)	La résidence de petite taille et dans un environnement diversifié assure son succès. Les résidents ne sont pas toujours « pressés » de partir.
RS – Pierre Chanel Vonnas (01)	46	65 % (+28.00 %)	Taux en nette augmentation suite à la venue de salariés pour des chantiers de la SNCF. Les studios ont été partagés par deux personnes.
RE – Juliette Récamier Bourg en Bresse (01)	86	93 % (+4.81%)	Les résidents ont, plus que d'habitude, conservé leur studio à la résidence d'une année sur l'autre.
RE – les Bons Enfants Bourg en Bresse (01)	38	65 % (- 10.40 %)	Le coût de la redevance étant très élevé, les étudiants privilégient la colocation. De nombreux logements sont donc restés vacants ou en occupation temporaire à la semaine.
RE – les Sardières Bourg en Bresse (01)	30	95 % (idem 2009)	Le taux est stable du fait du nombre homogène d'élèves de 1 ^{ères} et 2 ^{èmes} années facilitant le remplissage des logements.
F – Saint-Léger Oyonnax (01)	264	58 % (-12.49 %)	La baisse est liée au départ du CHRS qui louait 20 logements et à la fermeture partielle du foyer prévue au 31/12/10 (120 chambres).
R : La Gare Oyonnax (01)	21	63 % (-8.48 %)	Les tarifs à la baisse dans le secteur et la vacance de petits logements ont accru la concurrence.
RS – Pierre Cormorèche Oyonnax (01)	87	94 % (+ 3.12 %)	La hausse du taux d'occupation est liée au relogement des résidents de Saint-Léger et au faible turn over, notamment pour les familles.

RE – Georges Champetier Oyonnax (01)	62	40 % (- 30.95 %)	Désaffection de la résidence au 1er semestre suite à l'ouverture à proximité d'une résidence étudiante concurrente et l'attrait de la colocation dans le secteur privé.
RE – Henri Moissan Oyonnax (01)	63	52 % (- 2.57 %)	Le nombre de joueurs du centre de formation de l'USO Rugby a baissé et n'est pas compensé par d'autres clients sur ce secteur.
MR – Roberte Bergeron Oyonnax (01)	26	70 %	Ouverte au 1er novembre 2009. L'occupation a augmenté progressivement due au relogement des résidents de Saint-Léger.
RS – Roberte Bergeron Oyonnax (01)	26	55 %	Relogement des résidents de Saint-Léger. Le taux d'occupation à fin 2010 est de 100%.

R : résidence tout public - F : Foyer - RS : résidence sociale - RE : résidence pour étudiants - MR : maison relais pension de familles

Il convient de souligner que le dispositif ACTIF TOIT à Bourg en Bresse (01) à destination des professionnels en mobilité de Bourg en Bresse, porté en partenariat avec la Communauté de communes et des acteurs privés de l'immobilier, a cessé en Juin 2010 compte tenu de la crise économique. Dans ce cadre, ALFA3A louait vide des appartements de type 4 ou 5 et les sous-louait meublés à 3 colocataires, cette expérience a pu porter sur 10 logements.

Agence territoriale EST

Etablissements	Capacité d'accueil	Taux d'occupation 2010	Analyse
F – Serpollet Culoz (01)	151	83 % (+ 10.25 %)	Hausse due à des durées de séjours plus longues et des mouvements de demandeurs d'asile plus nombreux.
F - Clos Dubost Belley (01)	250	19 % (- 35.14 %)	Situation due à la réhabilitation en cours sur ce site. Libération de 150 logements dont la perte est en partie financée par l'ACSE.
F - Robert Schuman Saint Genis Pouilly (01)	231	85 % (+ 1.88 %)	Malgré la crise économique, l'occupation est maintenue grâce à l'activité dans le BTP et la reprise des expériences du CERN.
R - Robert Schuman Saint Genis Pouilly (01)	28	90 % (- 2.02 %)	Baisse due à des annulations de dernières minutes et des séjours écourtés de la part du public cernois liés à une activité en dent de scie.
RS – Charles de Foucauld Ferney Voltaire (01)	95	93 % (idem 2009)	La demande d'hébergement en résidence sociale est toujours aussi forte, compte tenu des loyers pratiqués dans le secteur privé.
R – Albert Schweitzer Ferney Voltaire (01)	86	90 % (- 4.57 %)	Cette diminution est essentiellement due à la rénovation de certains appartements après le départ de résidents assez anciens.
RS – Henri Dunant Ferney Voltaire (01)	38	92 % (- 2.07 %)	La diminution s'explique par quelques logements bloqués pour travaux.
MR – Soeur Emmanuelle Saint Genis Pouilly (01)	12	84 % (+ 28.17 %)	L'inconvénient majeur est le nombre de studios de couples, car les couples qui déposent une demande ne présentent pas les critères d'accès Maison relais. Il a été décidé de tenter de les proposer à des publics isolés, malgré le résiduel à charge.
RS – Les Lilas Fleuris Bellegarde (01)	5	74 % (+ 33.76 %)	L'unité de vie est très difficile à louer car la fragilité des personnes accueillies rend parfois la cohabitation difficile. Un logement libre représente 20 % d'occupation en moins.
R – Les Sapins Hauteville Lompnes (01)	14	100 % (+ 254.79 %)	Ce site est entièrement dédié à l'accueil des demandeurs d'asile.

R : résidence tout public - F : Foyer - RS : résidence sociale - RE : résidence pour étudiants - MR : maison relais pension de familles

La résidence pour personnes âgées poursuit ses travaux afin d'améliorer le confort des résidents

La résidence Saint Joseph à Châtillon-en-Michaille accueille en séjours permanents ou temporaires des personnes âgées valides de 60 ans minimum ou ayant obtenu une dérogation d'âge.

En 2010, la résidence a accueilli 24 permanents et 32 temporaires soit un total de 8 389 nuitées.

Des réunions avec le CLIC (Centre d'Information et de Coordination Gérontologique) du bassin Bellegardien permettent de mieux faire connaître l'établissement.

Un poste d'aide soignant de 100 heures resté vacant toute l'année et le départ en juin 2010 d'un second aide soignant ont handicapé temporairement le bon fonctionnement de la structure. Un certain nombre de travaux ont été réalisés en 2010 pour améliorer le confort des résidents : suppression du ballon d'eau chaude et mise aux normes, travaux sur notre réseau de distribution d'eau chaude et installation de mitigeurs de tête dans les 24 chambres.

Le Projet ALFA3A 2008 / 2010, une démarche qualité pour une plus grande professionnalisation

Ce projet déclinait :

- les fondamentaux d'ALFA3A, c'est à dire les valeurs associatives issues de l'article IV des statuts et traduites dans le projet social et culturel.
- projet associatif et traduites dans les orientations à moyen terme d'ALFA3A en terme d'objectifs stratégiques de développement de ses actions.
- les actions transversales en matière d'organisation, de communication, de gestion des ressources humaines, de vie associative et de qualité.
- les plans d'actions généraux pour chaque pôle opérationnel.



Résidence sociale Roberte Bergeron - Oyonnax

Il a permis aux équipes de se mobiliser autour d'une véritable démarche qualité pendant 3 années.

Le bilan est positif, les objectifs fixés notamment pour le Pôle Immobilier ont été atteints avec succès (amélioration de l'accueil et de l'accueil d'urgence, stratégie de patrimoine et aménagement du territoire) ou partiellement atteints avec un travail encore en cours (participation des usagers, diffusion des réalisations et des projets, planification des travaux...).

L'année 2011 sera consacrée au bilan complet du projet et à la préparation d'un nouveau projet pluriannuel.

Conclusion

Lors de la réunion de l'ensemble du personnel du Pôle Immobilier le 14 octobre 2010, il est apparu que chaque équipe reste très motivée au quotidien pour apporter la plus grande qualité de services aux résidents et sait s'adapter aux évolutions liées à la conjoncture économique.

Depuis le renouvellement de ses agréments en matière de maîtrise d'ouvrage, ALFA3A espère répondre aux besoins repérés par la DDCS sur d'autres secteurs de l'Ain en 2011/2012 avec l'ouverture de nouvelles Maisons Relais et souhaite continuer son développement en matière de logement diffus sur les départements de l'Ain, du Rhône et de la Saône et Loire.

Présentation du pôle

Le pôle «Actions Sociales et Socio-Educatives» d'ALFA3A regroupe l'ensemble des actions et services qui ne relèvent pas du logement. Ce pôle opérationnel est composé de 5 activités distinctes : les services petite enfance, animation, formation - insertion, orientation - emploi et actions spécifiques. Ces services sont constitués de métiers bien différents, mais ils ont en commun de développer des missions d'accompagnement de la personne, dans toutes les situations et à tous les âges de la vie. Il s'agit de mettre en place, en lien avec les acteurs des territoires et à leur demande, des services adaptés aux besoins de la population locale. La démarche partenariale se concrétise au travers des assemblées annuelles et des conseils de concertation qui associent les usagers à la vie des structures et des projets.

Ce pôle regroupe principalement des activités de service, d'où l'importance de ses effectifs salariés : 612 au 31/12/10 (soit 80% du total des effectifs salariés d'ALFA3A), dont une majorité de CDD ou de temps partiel, en particulier dans l'animation. Au 31/12/10 le nombre de salariés permanents en CDI s'élevait à 162 (soit 72 % du total ALFA3A). Ce personnel est réparti dans plus de 80 établissements, eux-mêmes présents dans 6 départements (Ain, Rhône, Isère, Haute-Savoie, Loire, Doubs).

Dans le cadre du projet ALFA3A 2010 chaque service s'était vu fixer des objectifs prioritaires à atteindre au cours de la

période 2008-2010. Véritable feuille de route triennale, cette démarche de qualité interne se décline sur 3 thématiques : «renforcer la vie associative», «garantir la qualité», «poursuivre le développement». Ce projet s'est achevé en décembre 2010 et sera suivi par une évaluation qualitative au 1er semestre 2011.

L'année 2010 a subi et subit encore les répercussions de la crise financière, avec des conséquences lourdes dans le domaine social, notamment en termes de destruction d'emplois. Les services formation - insertion et orientation - emploi ont été les plus impactés en particulier dans le cadre des prestations confiées par Pôle Emploi et des participations financières de l'Etat orientées à la baisse.

Les résultats de l'étude « pauvreté et précarité dans l'Ain », décidée et financée par ALFA3A, menée par une universitaire et suivie tout au long de l'année par un comité de pilotage composé de nombreux partenaires du social, apporteront des pistes de réflexion pour l'avenir.

2011, « Année européenne du bénévolat et du volontariat » sera l'occasion pour nos centres de souligner la contribution irremplaçable des bénévoles et des volontaires dans nos actions et d'encourager l'engagement des jeunes dans le cadre du «service civique».

Service petite enfance

1 706 enfants accueillis (+8,5 %)

563 610 heures de présence en structures multi accueil (+2,6%)

4 655 000 € de produit d'activité (-0.36%)

Les équipes du service petite enfance se mobilisent pour offrir un accueil de qualité, dans le respect du rythme de l'enfant, en valorisant et en soutenant le rôle éducatif des parents.

En 2010, le service petite enfance a assuré la gestion de 16 établissements de jeunes enfants, soit 391 berceaux, dont 3 relais d'assistantes maternelles et 1 jardin d'enfants, situés dans le Rhône, l'Ain, le Doubs et la Loire.

Le service a poursuivi son travail en lien avec les familles, les collectivités locales, les Conseils généraux et les CAF des

quatre départements dans lesquels il est à présent implanté. Il a ainsi veillé au bon fonctionnement des établissements d'accueil de jeunes enfants et des relais d'assistantes maternelles.

Le service et l'ensemble des structures poursuivent les actions d'accompagnement à la fonction parentale

Les actions développées dans ce domaine s'appuient sur une dynamique d'échanges parents/professionnels et permettent de :

- favoriser la qualité de la relation entre parents et enfants sur ce qui relève de l'éducatif et du développement de l'enfant sans se substituer à la fonction parentale,

Service petite enfance

- conforter, maintenir ou restaurer le lien enfant/parents,
- soutenir et aider les parents à construire les points de repères nécessaires à l'exercice de leur rôle de parents. L'enfant est le grand bénéficiaire d'une relation parents - professionnels de qualité. Elle crée chez lui un sentiment de sécurité, de continuité et de confiance envers les adultes le prenant en charge.

Un nouveau décret d'application relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans a été promulgué en juin

Le premier semestre a été marqué par divers mouvements d'inquiétude du personnel d'encadrement des structures petite enfance et par des grèves ponctuelles dans une partie seulement des établissements (4 sur 17 EAJE). Un service minimum a pu être maintenu à l'exception d'une journée dans une structure.

Le décret de juin 2010 précise les règles de fonctionnement des établissements d'accueil y compris les jardins d'enfants et les micro-crèches.

Au niveau de la réglementation des multi-accueils, les évolutions essentielles concernent :

- la baisse de 60% à 40% du pourcentage minimum de diplômés tout en maintenant le taux d'encadrement de 1 adulte pour 6 enfants en moyenne,
- la variation d'accueil d'enfants possible entre 10% et 20% selon la capacité d'accueil notifiée par l'agrément de la structure,
- la demande et le suivi de l'agrément par le Conseil général,
- le rôle du médecin référent.

Deux nouvelles structures ont rejoint le service petite enfance

En 2010, le service a répondu à 6 appels d'offre (dont 3 sont encore en cours) avec obtention de 2 nouvelles structures :

- Le jardin d'enfants situé à Villars (Loire) possède un agrément pour l'accueil de 12 enfants de 2 à 4 ans. Il a pour objectif un accueil spécifique et adapté aux enfants avant l'entrée à l'école dans des locaux mis à disposition au sein d'une école. Un projet de construction d'un pôle petite enfance qui inclura le jardin d'enfants est actuellement en cours sur cette commune.

- L'établissement d'accueil de jeunes enfants « A petits pas... », en délégation du SIVOM de François - Serre les Sapins (Doubs), accueille 35 enfants âgés de 10 semaines à 4 ans. L'aménagement intérieur de ce nouveau bâtiment a été réalisé en concertation entre les élus, le gestionnaire et le personnel. Cette structure très attendue par les familles a connu une montée en charge rapide.

L'équipe de coordination du service petite enfance a été renforcée

Le poste de conseillère technique à mi-temps libéré en fin d'année 2009 est resté vacant pendant 8 mois faute de candidate ayant une réelle expérience. Avec la gestion de deux nouveaux établissements, l'équipe a été renforcée par la prise de poste d'une seconde conseillère technique. Avec cette arrivée, le service a mis en application le système de tutorat mis en place par l'association dans le cadre du travail des seniors.

L'équipe du service se compose de :

- 1 directrice à temps plein,
- 1 secrétaire à temps plein,
- 1 conseillère technique à 28%,
- 1 conseillère technique à 71%.

En 2010, les relations tissées entre le service petite enfance et les structures s'articulaient autour de :

- contacts informels quasi quotidiens permettant la transmission d'informations,
- visites dans les différents sites en fonction des besoins,
- réunions par groupe de travail pour

l'élaboration d'outils communs tels que la nouvelle grille d'évaluation du personnel,

- réunions avec l'ensemble des directrices autour de thèmes variés, développés par des intervenants extérieurs comme la conception de visuels de communication, la place de l'autorité, le plan d'action relatif à l'emploi des seniors, les évolutions amenées par le décret de juin 2010, les structures petite enfance « vitrines » des communes et les relations avec les élus.



Les structures évoluent et s'adaptent aux besoins des familles et de nos différents partenaires

Les CAF ont poursuivi le travail de dématérialisation de la transmission des données statistiques. Le Site Information Enfance Jeunesse annoncé en 2009 permet d'enregistrer les états trimestriels et annuels. A terme, ce procédé sera étendu aux budgets prévisionnels et aux comptes de résultats.

La CNAF a fait évoluer le site « mon-enfant.fr » vers une deuxième version permettant à tous les acteurs (multi-accueil, relais d'assistantes maternelles, assistantes maternelles) une mise à jour directe de leur page de présentation et de renseignements sur les disponibilités de garde.

Le Conseil général et la CAF de l'Ain poursuivent leurs actions en faveur de la lecture. L'ensemble des structures a réitéré sa participation à l'opération « premières pages » débutée en 2009, le bilan est plutôt positif. Cette action est enrichie par « Graines de lecteur » ; plusieurs membres des structures de l'Ain ont participé aux formations proposées et bénéficient du passage régulier d'un bibliobus.

Les évolutions importantes des structures sont travaillées en concertation avec les élus des communes délégantes. Des commissions de concertation sont instaurées avec les élus en présence des principaux partenaires et des utilisateurs permettant de faire un bilan du fonctionnement des structures, des attentes, des projets en cours et à venir.

- «Flocon Papillon» à St Cyr au Mt d'Or. Le déménagement de la structure a eu lieu fin juillet dans des locaux scolaires. La surface et la mise aux normes effectuée par la commune ont permis de maintenir la capacité d'accueil. Le service a géré le déménagement ainsi que la demande d'agrément auprès du Conseil général. En parallèle, le service petite enfance a participé aux différentes réunions de travail sur les plans et l'organisation de la future structure avec les élus et l'équipe d'architectes.

- «La Colombe» à Grezieu la Varenne a poursuivi son travail d'équipe autour de l'accueil d'enfants porteurs de handicap. L'utilisation quotidienne de la langue des signes en soutien à la verbalisation, initiée en 2009, s'est poursuivie en 2010. L'équipe a également travaillé sur l'accueil d'enfants présentant des troubles de la communication de type autistique en lien avec le centre de ressources autisme Rhône-Alpes.

- La structure «Les Années Tendres» à Montanay a poursuivi son implication dans la vie du village en tissant des liens au quotidien avec des partenaires tels que l'école maternelle, la bibliothèque, le relais d'assistantes maternelles ou le centre de loisirs mais aussi en ouvrant ses portes à des bénévoles pour l'organisation d'activités contes ou d'activités à thème.

- Le relais «Les Lutins de l'Ouest» à Marcy l'Etoile a mis en place une formation originale d'éveil musical avec la participation des assistantes maternelles et des enfants. L'objectif de cette formation était l'exploration de la voix parlée et chantée avec pour point d'orgue l'enregistrement d'un CD et l'organisation d'un concert.

- «Les Eterlous» à Nantua ont décliné les



temps forts de l'année au travers de diverses activités et sorties (carnaval, chasse aux œufs, matinée plein air, visite à la caserne des pompiers) pour l'ensemble des enfants de la structure. Les parents, très impliqués, participent aux festivités et aux sorties. Ceci est le fruit du travail de communication mené quotidiennement et validé unanimement par les familles dans le questionnaire de satisfaction.

- Le relais «La Farandole» à Ferney-Voltaire a vu son temps de travail augmenté à 28 h hebdomadaires à partir de septembre avant un passage à temps plein début 2011.

- «La Farandole» à Ferney-Voltaire. Avec l'évolution de l'agrément de la structure à 50 enfants en journée complète, il a été nécessaire de réorganiser l'aménagement de l'établissement et de repenser l'organisation d'accueil. L'équipe, portée par la présence d'une nouvelle directrice, a fait preuve d'un dynamisme particulièrement remarquable malgré les difficultés rencontrées.

Les difficultés de recrutement persistent

Toujours aussi importantes pour les postes de personnels diplômés (infirmière puéricultrice, éducateur de jeunes enfants ou auxiliaire de puériculture), elles conduisent parfois à des recrutements par défaut. Elles sont majorées dans le Pays de Gex et ont eu pour conséquence une diminution de l'agrément de « La

Farandole » la dernière semaine d'août. Le service a aussi dû solliciter des dérogations auprès du Conseil général de l'Ain afin que deux éducatrices spécialisées occupent des postes d'éducatrice de jeunes enfants et d'auxiliaire de puériculture. L'implantation d'une antenne de l'institut de formation Rockefeller à Gex pour la formation d'auxiliaire de puériculture permet d'espérer une situation moins critique à l'avenir (sortie de la première promotion en septembre 2011).

Le maintien de la qualité de service et le développement sont prévus pour 2011

L'objectif premier est de maintenir la qualité du service rendu aux familles, ainsi que l'accompagnement du personnel et des structures. Le service poursuit ses actions de développement essentiellement dans le cadre de délégation de gestion. Cette procédure est devenue quasi systématique, les conventions des structures de Saint Cyr au Mont d'Or, Montanay et Grezieu la Varenne arriveront à échéance en cours d'année 2011. Par ailleurs, le service petite enfance restera vigilant à toute autre opportunité de diversification d'activités.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons la réponse positive à deux appels d'offre : «Brin de Malice» à Cruseilles (74) et reconduction de «Flocon Papillon» à St Cyr au Mt d'Or (69).

Service animation

1 455 742 heures de présence
(+14%)

10 522 enfants, ados et adultes
accueillis (+7 %)

7 328 000 € de produit
d'activité (+20%)

Le secteur « Animation » d'ALFA3A développe ses activités au service des collectivités locales et des familles, dans le cadre de projets territoriaux. Il a pour ambition de proposer une offre de loisirs éducatifs, sous le couvert d'un projet pédagogique élaboré par les équipes d'animation en lien avec le projet éducatif de l'association, et il tient à affirmer des valeurs de non discrimination et de valorisation de l'individu.

Conforter, renforcer et promouvoir la vie associative sont des axes majeurs du projet ALFA3A 2010. Afin de réaffirmer l'identité d'ALFA3A et de veiller à l'adéquation entre ses valeurs et les activités proposées, les professionnels de l'animation se sont réunis et ont réactualisé le projet éducatif de leur service. Ce travail collectif a permis une clarification et une réappropriation des valeurs éducatives de l'association afin de les transmettre et de les partager au sein des équipes et avec les partenaires.

Accueillir des enfants de façon collective, en dehors de leur domicile familial est un acte éducatif

Le projet éducatif énonce une finalité, basée sur les fondamentaux de l'association, un principe de gestion, des objectifs, une méthode d'évaluation et une démarche « qualité ». Les personnes qui assurent la direction ou l'animation des accueils collectifs de mineurs doivent adhérer aux idées développées dans ce document et s'en inspirer pour écrire leur projet pédagogique et le mettre en œuvre. L'accueil de loisirs permet à l'enfant et au jeune de vivre un temps de découverte dans un contexte de détente. Les temps de loisirs participent à l'éducation de l'enfant et lui offrent la possibilité de s'approprier un environnement et des expériences particulières.

Il représente un troisième pôle dans la vie de l'enfant, à côté de l'école et de la famille. Il lui permet de prendre des responsabilités, de gagner en autonomie, de construire des relations différentes avec le quartier, le village, l'école, d'autres structures (clubs sportifs, associations culturelles, etc.), d'autres environnements (sorties et camps) et d'autres enfants et jeunes.

Les accueils collectifs de mineurs, permettent aux publics de se confronter à la différence et d'exploiter les richesses de la diversité. Ils permettent des rapports différents entre adultes et enfants, et une sociabilisation entre pairs. L'ensemble des activités pratiquées et l'organisation de la vie quotidienne peuvent aussi faciliter l'apprentissage et l'expérimentation de la démocratie et de l'esprit civique.

Le Projet éducatif au sein des structures

Le projet éducatif est un document obligatoire qui sert de support à l'élaboration du projet pédagogique. Selon la demande des collectivités, les accueils de loisirs peuvent proposer une ouverture en périscolaire (matin, temps méridien, soir) et / ou en journée extra scolaire (mercredi, petites vacances, été).

► L'accueil périscolaire :

La mise en place d'un projet pédagogique et donc de programmes d'animation permet aux structures d'ALFA3A de se distin-

guer des garderies sans agrément DDCS. Cet agrément contraint également au respect d'un taux d'encadrement et à un certain nombre de personnes diplômées, ce qui participe à la qualité du service rendu. L'arrivée et le départ échelonné des enfants demandent une forte capacité d'adaptation de la part des animateurs. Lorsque le temps d'accueil périscolaire est proposé dès le matin, l'association veille alors à ce qu'une règle essentielle à l'équilibre de l'enfant soit respectée, à savoir la limitation du temps d'accueil en collectivité à 10h. Par exemple, un enfant accueilli à 7h30 devra retrouver un cadre familial à 17h30 au plus tard.

Le temps d'accueil méridien reste exceptionnel. A titre d'exemple, depuis le mois de Janvier 2010, la Commune de Chasselay (69) a décidé de confier à ALFA3A, l'accueil des enfants de primaire pour le temps méridien. 160 enfants sont accueillis de 11h30 à 13h30, avec une équipe de 5 animateurs, en dehors des repas. Une cotisation est demandée aux familles et de nombreuses activités ludiques, sportives et culturelles sont proposées aux enfants tous les jours. Le même service est assuré à Chanas (38) depuis septembre 2010.

Les centres ayant signé des Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité avec la Caisse d'Allocations Familiales bénéficient d'un temps consacré à de la

méthodologie, du travail d'apprentissage ou d'approfondissement lors des accueils du soir, ceci en lien étroit avec les établissements scolaires et les familles. L'implication de bénévoles est importante dans cette activité.

► L'accueil extrascolaire :

La mise en œuvre du projet pédagogique est plus aisée sur une amplitude d'ouverture d'une journée, voire d'une demi-journée, les familles devant respecter l'heure de commencement des activités et l'heure de fin. Les directeurs et leurs équipes élaborent des programmes selon des thèmes, notamment en lien avec les fêtes calendaires (Noël, fête des grands-mères, etc.), des préoccupations sociétales (l'environnement, la solidarité), mais aussi autour de thèmes propres à l'enfance (les contes et légendes, les mondes imaginaires, etc.).

La plupart des structures privilégient les temps forts avec les familles lors des périodes de vacances (spectacles de fin de séjour, expositions, défilés, etc.). Des rendez-vous inter-centres, permettent aux enfants de rencontrer des jeunes d'autres structures, d'autres horizons et de participer à des événements d'une



plus grande ampleur.

La fête de l'enfant de toutes les structures ALFA3A s'est réunie le 29 septembre, sur la base de loisirs de Bouvent, à Bourg en Bresse. Elle a réunie 839 enfants sur le thème de l'Egypte au temps des Pharaons. C'est le meilleur exemple d'un inter-centre où tous les directeurs et animateurs travaillent ensemble pour proposer une grande fête aux enfants accueillis.

Ce service, comme l'accueil périscolaire,

souvent perçu comme un simple mode de garde par les familles, fait preuve de professionnalisme pour que les animateurs proposent un temps d'accueil éducatif et que l'enfant soit au cœur des préoccupations.

► Les mini camps :

L'organisation de séjours permet de proposer une grande panoplie d'activités. Les temps de vie collective sont également des moments forts du projet pédagogique et permettent de répondre à des objectifs spécifiques. Chaque responsable de structure peut, à l'intérieur de son programme, proposer des séjours d'une nuit ou plus, à l'extérieur de son centre.

Depuis 6 ans, l'association organise 3 semaines de mini camp en juillet, du lundi au vendredi. Organisé par le centre de Charbonnières les Bains, il est ouvert à tous les centres ALFA3A. Une équipe d'animation est recrutée pour l'occasion. En 2010, il s'est déroulé à Anse (69), dans un camping 4 étoiles, avec pour thèmes, la mini moto et le poney. 85 enfants ont participé à ces séjours.

« Les semaines évasions » sont aussi en constante progression. Elles sont proposées aux 9-12 ans qui demandent de plus en plus d'activités spécifiques. Les jeunes sont accueillis dans leur centre de rattachement mais partent à la journée participer à des activités sportives et culturelles. Au vu de la demande, ces propositions se multiplient dans pratiquement toutes les structures.

Les différents publics

► Les accueils de loisirs s'adressent à différentes tranches d'âge (les enfants de moins de 6 ans et les enfants de 6 à 11 ans) avec des normes d'encadrement et des programmes d'activités spécifiques. Les 9/11 bénéficient d'une offre adaptée à leurs attentes, parfois en lien avec les espaces jeunes afin de garantir une continuité éducative.

► Les jeunes de 12 à 17 ans sont ac-

cueillis dans les espaces jeunes. Les centres peuvent être indépendants ou faire partie d'une structure plus importante (centre social). L'auto financement de projets se développe et permet aux adolescents d'accéder à des sorties ou des loisirs, avec une participation financière des familles minimisée et une connaissance accrue des réalités économiques. Les difficultés essentielles résident dans le fait de répondre aux attentes de toutes les tranches d'âges et de pouvoir aller vers la mixité qu'elle soit d'ordre raciale, sociale et sexuelle.

Les différentes structures

	Secteur enfants			Secteur jeunes			
	mercredi	petites vacances	été	périscolaire	mercredi	vacances	périscolaire
Communes de l'Ain							
Bénonces				X			
Bourg Les Vennes	X	X	X	X	X	X	X
Bourg Terre en Colleurs	X	X	X	X	X	X	X
Cessy		X	X				
Coligny	X	X	X	X			
Corbonod			X				
Divonne les Bains	X	X	X	X	X	X	X
Dompierre s/V.				X			
Ferney Voltaire	X	X	X	X	X	X	X
Jassans Riottier *	X	X	X	X	X	X	X
Lagnieu	X	X	X	X	X	X	X
Lent	X	X	X	X			
Le Poizat	X	X	X				
Meximieux*	X	X	X	X	X	X	X
Nantua	X	X	X				
Oyonnax *	X	X	X	X	X	X	X
Prévessin Grand Chêne	X	X	X	X			
Prévessin Prieuré	X	X	X	X			
Servas				X			
St-André /Vieux Jonc				X			
Saint-Martin du Fresne		X	X				

Service animation

	Secteur enfants				Secteur jeunes			
	mercredi	petites vacances	été	périscolaire	mercredi	vacances	périscolaire	
Communes de l'Ain - suite								
Thoiry	X	X	X	X	X	X	X	
Tramoyes	X	X	X	X				
Versonnex				X				
Communes du Rhône								
Chasselay	X	X	X	X	X	X	X	
Charbonnières les Bains	X	X	X	X	X	X	X	
Collonges au Mont d'Or	X	X	X					
Craponne	X	X	X		X	X	X	
Montagny	X	X	X					
Marcy l'Etoile	X	X	X					
Montanay	X	X	X	X				
Fleurieu				X				
Rochetaillée				X				
Saint-Cyr au Mont d'Or	X	X	X					
Saint-Genis les Ollières	X	X	X					
Solaize	X	X	X	X				
Vourles	X	X	X			X		
Communes de l'Isère								
Chanas			X	X				
Vienne Malissol*	X	X	X	X	X	X	X	
Vienne Vallée de Gère*	X	X	X	X	X	X	X	

* Un secteur « Adultes » est proposé dans les communes présentant un astérisque. Les structures sont alors des centres sociaux ou sites de proximité.

Le site de proximité

Depuis le 1er janvier 2010, le centre d'animation de Meximieux bénéficie d'un agrément « site de proximité ». Cette structure, destinée aux adultes, est un lieu convivial, un lieu de mémoire et de citoyenneté, d'échanges et d'initiatives, un lieu ressource. Son origine se fonde sur le projet de réaménagement urbain et son volet social dont le but est de permettre aux habitants d'être acteurs de ce projet.

Les centres sociaux

Les centres sociaux, au nombre de 3 dans l'Ain et de 2 dans l'Isère, sont situés sur les communes de Bourg en Bresse, Jassans, Oyonnax et Vienne. Ils possèdent, comme les autres structures, une convention avec la mairie qui les accueille, mais également un agrément délivré, pour trois ou quatre ans, par la Caisse d'allocations familiales. Cet agrément est attribué suite à l'écriture du projet du centre social. Ce projet s'articule autour d'un public diversifié et doit être porté par les habitants concernés. Les centres sociaux offrent les mêmes services aux enfants et adolescents que ceux décrits précédemment. Les activités pour les adultes viennent compléter cette offre et tiennent une place importante dans la vie du centre social.

Actions à retenir pour l'année 2010 à titre d'illustration :

- A Bourg-en-Bresse : l'emménagement dans les nouveaux locaux, du centre social « Terre en couleurs », et son inauguration le 17 septembre, ont été des temps forts pour les habitants du quartier « Terre des Fleurs » et les salariés de la structure.
- A Jassans, la première édition du « Méli-Mélo » du centre social Mosaiques a eu lieu le 12 juin 2010. Les habitants étaient invités à tester eux-mêmes les différents ateliers et activités proposés tout au long de l'année au centre social.
- A Oyonnax, les enfants et les adolescents du quartier de Geilles ont réalisé 2 fresques murales et réussi à créer une dynamique locale.
- A Vienne, l'agrément du centre social de Malissol a été renouvelé en 2010. Une forte participation des habitants et de l'association « Bien vivre à Malissol » est à noter dans le cadre du diagnostic partagé.
- 73 enfants et adultes du centre social Vallée de Gère ont passé 3 jours au Parlement européen à Strasbourg dans le cadre du projet « mobilité européenne ».

Développement et nouveautés en 2010

- Dans l'Ain, la commune de Nantua a souhaité élargir l'offre d'accueil aux mercredis et un accueil périscolaire a vu le jour à Bénonces.
- Dans le Rhône, l'Accueil de loisirs de Craponne propose depuis septembre, un accueil périscolaire. L'accueil des enfants les mercredis et toutes les vacances scolaires sur la commune de Solaize a été mis en place, suite à la réponse d'une DSP. Le projet « Tremplin » a vu le jour à Charbonnières les Bains, pour accueillir le public pré-adolescent.
- Dans l'Isère, la commune de Chanas a confié à ALFA3A l'organisation des vacances du mois de juillet, puis la prise en charge de l'accueil périscolaire matin, midi et soir.
- Au cours de l'année, 4 journées d'analyse de la pratique ont été proposées aux animateurs des secteurs jeunes.
- Les assemblées annuelles ont été organisées au sein de chaque structure. C'est l'occasion pour des représentants des usagers de se porter volontaires pour représenter leurs pairs aux comités de concertation organisés trimestriellement ou semestriellement en présence d'élus.

Les projets pour 2011

- Renouvellement des conventions CAF pour un grand nombre de structures et de ce fait nouveau mode de facturation aux familles.
- Élaboration d'un diagnostic en vue d'un Projet Éducatif Local sur la commune de Nantua.
- Ouverture de l'Accueil de Loisirs de Chanas sur toutes les périodes de petites vacances (sauf Noël) et pérennisation du service existant.
- Organisation de trois conférences débats, à Lagnieu, à Thoiry et à La Tronche dans le cadre d'un soutien à la parentalité.
- La fête de l'enfant 2011 sur le thème du cinéma, pour fêter les 40 ans de l'association.

Service formation insertion

94 701 heures de suivi
(+17%)

13 465 personnes suivies

2 347 000 € de produit
d'activité (+5.3%)

Le service Formation Insertion propose des actions de formation, d'accès à l'emploi, d'insertion par l'activité économique et d'accompagnement social dans et vers le logement ainsi que des actions d'aide à l'insertion sociale des personnes isolées bénéficiaires du RSA. Ce service comprend notamment 3 centres de redynamisation situés dans l'Ain à Bellegarde (Citadelle), Belley (Diapason) et Ferney-Voltaire (Déclic), et 1 chantier d'insertion situés à Saint-Genis Pouilly dans l'Ain (AGCR). Il développe également des actions d'insertion sociale en Haute-Savoie.

Les actions d'insertion

1/ Les 3 centres de redynamisation (Citadelle, Déclic, Diapason) accueillent sur prescription du Conseil Général de l'Ain des personnes en situation de précarité économique et sociale

Chaque centre est amené à innover pour trouver des réponses concrètes aux facteurs d'exclusion sociale (absence de mobilité, perte de confiance et d'estime de soi, accès aux droits et aux soins,...) Plusieurs dispositifs d'insertion sociale sont mis en œuvre :

La "Redynamisation Socio-Professionnelle" (RSP) : Cette mesure s'adresse aux bénéficiaires du RSA. 75 personnes ont été accueillies

Aider les personnes en recherche d'emploi, lutter contre l'isolement et l'exclusion sociale, bâtir et accompagner des parcours d'insertion sont les principales missions confiées à ce service par les partenaires institutionnels.

sur 2010. La durée (6 mois renouvelables 1 fois) permet d'assurer l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes suivies afin d'élaborer avec elles un projet d'insertion. Cependant, se pose la question de l'orientation possible à la sortie de la RSP. Il n'y a que peu ou pas de solutions lorsque l'orientation n'est pas liée à une reprise d'activité professionnelle. Ce constat récurrent incite à proposer de travailler en partenariat sur de nouveaux projets qui pourraient répondre à ces besoins d'insertion par l'activité économique. A noter que les temps collectifs sont également l'occasion de créer des dynamiques de groupe avec un effet réel et quantifiable en termes de sortie positive.

Le suivi « Ainsertion + » : Nous assurons le suivi individuel des bénéficiaires du RSA sur 5 circonscriptions : Pays de Gex Bellegarde, Bugey, Plaine de l'Ain, Haut Bugey, Bourg en Bresse. 847 personnes ont été suivies, ce qui représente 6486 heures d'accompagnement social. L'année 2010 a été marquée par la mise en place du référent unique afin d'accompagner les bénéficiaires dans leurs globalités (santé, emploi, logement, etc...). Le travail d'écoute et d'accompagnement revêt une importance croissante dans un contexte national devenu difficile du fait de la crise économique et sociale. Le nombre de personnes fragilisées augmente, avec notamment des troubles du comportement sans qu'un diagnostic santé ait été posé, ce qui rend

plus difficile l'accompagnement social. On constate également une augmentation du nombre de personnes pour lesquelles un retour à l'emploi semble difficilement atteignable (problème de santé physique, mentale, personne proche de la retraite etc).

2/ Un atelier chantier d'insertion (ACI) salarie des personnes en difficulté d'accès à l'emploi

L'AGCR (Accueil Gessien de Collecte et Recyclage)

L'AGCR (Accueil Gessien de Collecte et Recyclage) : 54 salariés en insertion ont été accueillis en 2010, bénéficiant d'un contrat de travail aidé. L'AGCR vend des vêtements et objets de récupération de qualité sur trois sites (Saint-Genis-Pouilly, Ferney-Voltaire, Gex). La stratégie poursuivie est de diversifier cette activité, support de l'insertion sociale et professionnelle, notamment dans le champ de l'environnement et du développement durable : retrait d'encombrants chez les particuliers, collecte de gros déchets électroménagers pour le compte de Sitamos, service « Allô encombrants ». L'année 2010 a été marquée par le départ de l'ensemble de l'équipe dirigeante (Responsable, Encadrant technique, Chargée d'insertion). Une nouvelle équipe a pris le relais et est opérationnelle depuis la fin de l'année 2010.

Service formation insertion



3/ Un accompagnement social afin de favoriser l'accès au logement autonome

La mission du service d'accompagnement social lié au logement est d'accompagner les résidents vers une autonomie sociale, dans un esprit d'ouverture sur l'extérieur et de travail en réseau partenarial, de les accompagner vers l'accès au logement autonome, et de développer la qualité de la vie sociale dans l'établissement, à travers des actions de suivis individuels et d'actions collectives d'information ou d'animation.

3 conseillères en économie sociale et familiale, sur 2.6 ETP, interviennent sur les résidences sociales de l'Ain (Bourg, Vonnas, Oyonnax, Pays de Gex). Elles ont accompagné 370 personnes en 2010, dans le cadre de permanences ou d'un accompagnement plus lourd.

En 2010, une étude a été réalisée par le service formation insertion sur le public accueilli dans les résidences sociales et les foyers, et présentée à la DDCS, en vue de l'élaboration d'un Contrat Pluri-annuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM). La DDCS souhaite prolonger cette étude avec l'aide d'un cabinet extérieur sur l'ensemble des résidences sociales et foyers de l'Ain, incluant les autres opérateurs. Cette étude sera réalisée en 2011, ce qui repousse l'élaboration du CPOM à 2012 au plus tôt...

Le service d'accompagnement social lié au logement n'étant donc plus financé que par la DDCS, sur les seules lignes budgétaires de l'AGLS et l'ALT, ALFA3A a été contrainte de supprimer la coordination effectuée par le service formation insertion. Ce service a donc été rattaché au Pôle Immobilier à partir du 1er septembre 2010.

Les actions de formation et d'accompagnement vers l'emploi

Prestations Pôle emploi : depuis juin 2008 ALFA3A est prestataire de Pôle Emploi pour la réalisation d'ateliers d'aide à la recherche d'emploi (en qualité de "mandataire" pour 33 types d'ateliers ou de "co-traitant" pour les mesures "Cible", "stratégie de recherche d'emploi" et "bilan de compétences").

En 2010, sur la prestation atelier 11 130 personnes ont été accompagnées. Dans un souci de continuité de l'action, un avenant de reconduction de marché a été proposé par le pôle emploi pour l'année 2011, prolongeant le marché jusqu'au 31 janvier 2012.



R.I.R.E. (Réussir l'Insertion en Riant Ensemble)

Suite à la non reconduction des financements européens (FSE), le chantier d'insertion RIRE a dû s'arrêter malgré de très bons résultats en terme de retour à l'emploi et à la formation. L'ensemble des partenaires ont regretté la fin de cette action qui s'inscrivait dans une démarche de revitalisation territoriale au niveau social et culturel.

En 2011, le service insertion va continuer à travailler dans une logique de développement d'actions en lien avec les partenaires

- En lien avec l'association ALAP en Haute-Savoie, ALFA3A porte le projet

d'une plate-forme sociale sur le bassin de Cluses. Elle s'adresse aux personnes qui ont de grandes difficultés à intégrer ou se maintenir dans les dispositifs de droit commun.

Les objectifs sont de :

- Renforcer la coordination du parcours de la personne
- Mutualiser des constats en vue de faire émerger de nouveaux projets
- Maintenir une dynamique partenariale
- Inscrire et rassembler les partenaires de l'action sociale autour de la plate-forme.

- Les efforts en matière d'accompagnement social lié au logement porteront vers la meilleure contribution possible à l'étude commanditée par la DDCS sur les publics accueillis dans les résidences sociales, dans l'espoir d'aboutir à un renforcement du financement du service d'accompagnement social et à la possibilité de mettre en place un accompagnement dans la résidence sociale qui ouvrira à Belley, ainsi que dans les foyers où cela s'avère nécessaire (Ambérieu en Bugey, Miribel). Les efforts porteront également sur la mise en place progressive de commissions d'attribution ouvertes.

- La prestation Ainsertion + se développe sur Ambérieu et Oyonnax. Dans une logique d'amélioration du service et de connaissance du public, une cartographie des problématiques des bénéficiaires va être mise en place avec l'objectif de faire un rendu sur chaque territoire une fois par an.

- La formation linguistique (cours de français langue étrangère) dispensée par Diapason depuis 2006 à des salariés de l'entreprise Aoste a été interrompue en 2010. Elle reprendra en 2011.

Service orientation emploi

9 863 personnes accueillies
(-4,3 %)

884 000 € de produit
d'activité (-16%)

Maison de l'Information sur la Formation et l'Emploi (MIFE)

Structure à vocation départementale, la MIFE est présente sur l'ensemble du territoire de l'Ain, avec des bureaux d'accueil à Bourg-en-Bresse, Oyonnax et Ambérieu et des permanences dans 14 autres villes ou villages. Le contrat d'objectif signé avec la Région s'est prolongé sur 2010, et la MIFE a poursuivi ses missions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des salariés fragilisés avec :

- Des supports d'information et de communication : le site de la MIFE, mis en ligne le 14 juin 2010, a été visité par 25 619 internautes pour consulter 84 170 pages. Comme chaque année à l'occasion de la parution du magazine «Guidance 01», le site a été remis à jour. Désormais, les organismes de formation peuvent saisir leurs offres en ligne. Le site «jemoriente.info» permet au public de l'Ain, de la Savoie et du canton de Genève, d'accéder aussi à ces informations.

- La Guidance Professionnelle Personnalised (GPP) consiste en une approche globale centrée sur la personne, tenant compte de son histoire, de son développement, de son environnement et de son identité et la mise en œuvre d'outils éprouvés et personnalisés basés sur des procédures d'histoires de vie et de dynamisation des personnes. 1 276 person-

Accueillir, informer, orienter, telles sont les missions de ce service qui s'appuie sur la pédagogie de l'accompagnement pour guider les projets individuels et professionnels, pour informer les jeunes ou encore pour dynamiser la vie étudiante.

nes ont bénéficié d'une prestation GPP au cours de l'année 2010.

- La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) : la MIFE a continué sa mission de Point Relais Information Conseil. Une convention a été signée avec la Région Rhône Alpes pour le financement de prestations d'accompagnement d'une durée de 3 heures maximum pour un «Public Cible» : demandeurs d'emploi non indemnisés, travailleurs saisonniers, travailleurs handicapés. Pour ces publics la VAE n'est pas une priorité et il est parfois difficile de les mobiliser sur une telle démarche. La région Rhône-Alpes a étendu le champ des personnes pouvant bénéficier d'un accompagnement financé aux demandeurs d'emplois indemnisés en juillet 2010. Sur l'année 2010, 5 réunions d'information collectives ont concerné 60 personnes et 60 autres personnes ont bénéficié d'un entretien conseil.

- La MIFE a sollicité et obtenu son agrément en qualité de Centre de Bilan pour des salariés, auprès d'organismes tels que FAFSEA, UNIFORMATION, ANFH, UNIFAF, AFDAS,CCFP. Au 31 décembre 2010, 4 bilans de compétences et suivis de bilan ont été réalisés.

- L'Espace Balise (Base d'Action Locale Solidaire pour l'Emploi) : avec l'appui du Conseil général, la MIFE de l'Ain a mis en place l'espace BALISE, pôle

d'information ou d'activités, en amont des structures d'accompagnement des porteurs de projet. Il s'agit d'un espace local de sensibilisation, d'information et d'échanges sur la création d'activités et d'entreprises. Au cours de l'année 2010, 343 personnes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé dans l'élaboration de leur projet de création ou reprise d'entreprise

Le système d'information mis en place par BALISE pourra, à terme, être consulté à distance via Internet, en vue d'une diffusion de l'information vers des publics éloignés géographiquement. L'espace balise a participé à la mise en place des réseaux Créafil sur le Bugey et sur le Bassin de vie de Bourg en Bresse. Une réponse commune à des appels à projet sur les CUCS d'Oyonnax et Bourg a été réalisée en partenariat avec la Boutique de gestion.

- En 2010, 343 jeunes ont été suivis en entreprise dans le cadre des mesures régionales pour l'emploi soit : 116 en stages d'expérience professionnelle (SEP) et 227 en mini-stages.

- La MIFE a poursuivi sa participation aux travaux des Contrats Territoriaux Emploi Formation (CTEF) du bassin de Bourg, du Bugey Plaine de l'Ain Côtière et du Pays de Gex, bassin Bellegardien, Haut-Bugey. Le rôle de la MIFE consiste à animer les instances du Comité Opérationnel et Instance territoriale Partici-

Service orientation emploi

pative et de mettre en place 8 dispositifs régionaux territorialisés. La MIFE assure également la mission de structure porteuse du CTEF Pays de Gex, Bassin Bellegardien, Haut Bugey. Cette mission permet d'asseoir la légitimité de la MIFE en tant qu'acteur dans le paysage régional. C'est une mission qui nécessite une collaboration régulière avec Jacques Mercier, Conseiller régional élu pilote du CTEF et les services de l'Etat, notamment Monsieur le Sous Préfet de Nantua.

- Le projet AQOR : la MIFE a participé aux groupes de travail du projet AQOR (qualité en orientation), dont les conclusions ont été présentées lors de l'université de la FREREF en septembre 2009 à Barcelone. D'autre part à l'occasion du séminaire final qui s'est tenu à Charbonnières, un guide des indicateurs qualité a été produit. Ce travail s'est poursuivi en 2010 sous la forme d'un second projet européen appelé DAQOR qui concernait la diffusion des indicateurs AQOR et l'échange de bonnes pratiques pour leur mise en oeuvre. Ces indicateurs devraient être repris par la Région selon la labellisation des structures prévue dans le cadre du Service Public Régional de la Formation (SPRF).

- Depuis mai 2008, la MIFE est habilitée pour intervenir dans le cadre des 5 prestations «Pôle Emploi». En 2010 les prestations ont été nombreuses : Bilan de Compétence Approfondi (369 prestations en 2010), Cible Emploi (572), Ateliers de recherche d'emploi (429 ateliers pour environ 2052 participants), Stratégie de recherche d'emploi (9) et Evaluation préalable à la création d'entreprise (218).

- Les autres actions : co-animation du réseau INTERMIFE Rhône Alpes : en 2010, le groupe de travail Monographies s'est réuni en vue de la publication des parcours des consultants et de communiquer sur tout l'aspect qualitatif de la Guidance professionnalisée.

Outre le Conseil d'administration, la MIFE a participé aux Journées annuelles à CAEN en juin 2010 sur «la sécurisation des parcours».

Dans le cadre d'une convention de partenariat entre AGEFOS et le réseau des MIFE, une journée de réflexion a eu lieu sur les compétences transversales, et 6 passeports compétences transversales et 4 diagnostics milieu de carrière, ont été réalisés.

Le partenariat inter réseaux (MIFE/CIBC/CIDFF) s'est consolidé en 2010 par des actions significatives : réponse commune sur des appels à projet proposés par le Conseil général de l'Ain, la Région Rhône-Alpes, la Direction de l'Agriculture, le CUCS de Bourg pour une action VAE.

Dans le cadre de la convention de partenariat signée avec le Fongecif au niveau régional, la MIFE a co-animé des réunions d'information collectives sur le CIF-CDD : 3 réunions se sont déroulées en 2010 sur Bellegarde et Oyonnax.



Bureau d'Information Jeunesse (BIJ)

Situé en plein cœur de la ville de Bourg-en-Bresse dans des locaux rénovés, le BIJ offre une documentation riche et variée sur différentes thématiques : sports, loisirs, logement, mobilité internationale, poursuite d'études et vie pratique santé. Il a accueilli 2 156 personnes en 2010. En lien avec divers organismes, le BIJ organise plusieurs manifestations tout au long de l'année : forum «Sports et loisirs», opérations « jobs d'été » à Bourg-en-Bresse et dans le Pays de Gex, « mercredis de l'info » sur les métiers, opération « 1 mois pour partir à l'étranger»,... Ouverture du site Internet

du BIJ et de la MDE : www.jeunes01.fr. Ce site regroupe les rubriques de l'Information et de la Jeunesse utiles sur l'enseignement supérieur de l'Ain et dispose également de services en ligne pour le logement, cours de soutien, jobs... Le BIJ est labellisé GUMI (guichet unique de la mobilité Internationale) dans l'Ain, dans le cadre de la plateforme internationale de mobilité Rhône Alpes. Les dispositifs proposés par la plateforme couvrent l'emploi, le stage, le volontariat... : 11 jeunes ont intégré le dispositif via le BIJ depuis son lancement en octobre 2010.

Association Pôle Sup 01 - Maison des Etudiants (MDE)

Située dans les mêmes locaux que le BIJ, la Maison des Etudiants a pour mission d'animer le monde étudiant issu des établissements d'enseignement supérieur de l'agglomération de Bourg-en-Bresse et de l'Ain : faciliter et améliorer la vie quotidienne des étudiants, créer des liens entre les établissements, aider à l'orientation et à l'insertion professionnelle, réfléchir au développement de l'enseignement supérieur, constituer une force de proposition à l'adresse de tous les partenaires publics et privés. Pour 2010, la MDE a réédité 2 guides à destination des étudiants, «Le petit Burgien» et «Se loger à Bourg».

L'«info du jour» de la MDE est adressée par mail à 2 053 contacts inscrits à ce service d'informations sur la vie étudiante.

Les perspectives pour 2011 :

L'année 2011 devrait voir la continuation de l'activité de la structure, notamment avec de nouveaux projets initiés dans le cadre d'INTERREG, la négociation d'un nouveau contrat d'objectifs avec la Région, la participation au projet DAQOR sur Bourg et le renforcement du partenariat MIFE/CIDFF/CIBC.

Service actions spécifiques

267 916 journées réfugiés
(+15 %)

2 561 personnes accueillies
(-20%)

5 974 000 € de produit
d'activité (+12.7 %)

Ce service regroupe principalement des actions d'intérêt général conventionnées avec l'Etat, dans des domaines tels que l'accueil des demandeurs d'asile, l'hébergement d'urgence, la réinsertion sociale, mais aussi les actions menées au sein de dispositifs de santé de proximité.

La demande d'asile

Les Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA)

Ouverts en 1992, les CADA accueillent exclusivement des demandeurs d'asile qui sont épaulés dans leurs démarches administratives ainsi que dans leur vie au quotidien par des conseillères et des animateurs.

Le dispositif d'accueil en CADA est financé au titre de l'aide sociale de l'Etat.

Une convention est signée pour chaque établissement avec la DDCS qui assure le contrôle technique, administratif et financier pour le compte de l'Etat.

Quatre missions sont confiées à un CADA :

- l'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile pendant la durée de la procédure d'asile
 - l'accompagnement social, administratif et médical
 - la scolarisation des enfants et l'animation socioculturelle
 - la gestion des sorties des CADA
- Leur mission principale est l'accompagnement des demandeurs d'asile dans la procédure d'asile et la préparation des personnes hébergées à la sortie du CADA lorsque leur demande d'asile a fait

l'objet d'une décision définitive (reconnaissance du statut de réfugié, bénéfice de la protection subsidiaire, ou rejet de la demande). La circulaire du 24 juillet 2008 relative à la gestion des sorties oblige les gestionnaires des CADA à être très rigoureux sur les délais de sortie : un mois pour les déboutés, trois mois renouvelables une fois pour les statutaires, ceux-ci devant être aidés par le centre pour trouver emploi et logement, ce qui est de fait une mission supplémentaire.

Les admissions en CADA sont prononcées par le Directeur du Centre, avec l'accord du Préfet du département d'implantation du CADA, après concertation entre les autorités de l'Etat et les organismes intervenant dans le domaine de la prise en charge sociale des demandeurs d'asile.

L'activité en 2010 des trois CADA se résume à :

- 230 personnes présentes au 1/01/2010, plus 145 personnes accueillies au cours de l'année, qui se répartissent en 229 adultes et 146 enfants,
- 85 191 journées de présence pour 86 505 prévues soit un taux d'occupation de 98,48% (Miribel : 98%, Culoz : 98%, Ambarieu : 99.4%),

- 143 personnes ont quitté les CADA en 2010 (dont 36 ont obtenu le statut de réfugié, 94 ont été déboutées, 26 sont parties en cours de procédure),
- la durée moyenne de séjour des personnes sorties de CADA est de 479 jours contre 591 en 2009 (-19%).
- le temps moyen de réponse de l'OFPPRA pour 2010 est de 194 jours soit 46 jours de plus que celui observé en 2009 (148 jours). Celui de la CNDA a augmenté également passant de 397 jours en 2009 à 447 jours en 2010.

Le Centre Provisoire d'Hébergement (CPH)

Implanté au foyer de Miribel, le CPH intervient dans le prolongement logique du CADA puisqu'il permet d'accueillir 50 personnes statutaires pour une durée maximale de six mois de prise en charge (éventuellement renouvelable une fois). Cette dernière a pour but de les préparer à une insertion la plus complète possible dans la société.

En 2010, 141 personnes ont été accueillies (112 en 2009), dont 45 étaient présentes au 1er janvier 2010 et 96 admises tout au long de l'année (contre 82 en 2009).

Le nombre de journées réalisées a été de

Service actions spécifiques

17 571 pour 18 250 prévues soit un taux d'occupation de 96.28 % (contre 95.2% en 2009). Parallèlement, 95 personnes contre 66 en 2009 ont quitté le centre pour des logements autonomes vers le Rhône et l'Ain. Sur l'ensemble, 13 familles sont parties avec un revenu et un logement, 22 avec un logement et des aides sociales (RMI puis RSA, AAH, etc.).



Le dispositif d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (DHUDA)

Créé en 2001 pour pallier au manque de places dans les CADA, ce dispositif poursuit sa mission d'accueil des demandeurs d'asile primo-arrivants sur le département, ainsi que l'hébergement temporaire des réfugiés et des déboutés de l'asile. Les missions de ce dispositif sont l'accueil, la domiciliation, l'orientation, l'hébergement et l'accompagnement social.

Depuis 2004 ALFA3A est missionnée par la Préfecture pour domicilier les demandeurs d'asile. Au total 206 domiciliations ont été délivrées en 2010 (17 par mois en moyenne), contre 245 en 2009. Jusqu'au 19 juillet 2010, 121 personnes ont été accueillies à la halte de nuit soit 17 isolés, 32 familles (60 adultes et 44 enfants) et 3 102 nuitées (Plan froid inclus). Le 19 juillet, la halte a cessé son activité. Vingt chambres ont été installées au foyer résidence Renoir gérée par un Service d'Accueil et d'Orientation spécifique (SAODA). Dans ce cadre, 238 personnes ont été accueillies pour 3597 nuitées. Comme en 2009, les demandeurs d'asile venaient principalement de la région du Kosovo.

Au 31 décembre 2010, 14 travailleurs sociaux étaient encore en charge de l'accompagnement social, administratif et médical de 440 personnes hébergées au sein des 7 principaux foyers d'accueil, répartis sur l'ensemble du département (Bourg en Bresse, Cormaranche en Bugey, Culoz, Hauteville-Lompnes, Oyonnax, Saint-Vulbas et Trévoux).

332 personnes étaient hébergées en foyer (219 en demande d'asile, 102 en refus de séjour et 11 mises à l'abri en période hivernale)

108 personnes étaient hébergées dans le cadre de l'ALT, soit 91 personnes en foyer (7 statutaires, 12 régularisés et 72 étrangers malades) et 17 personnes en appartements (2 statutaires, 3 régularisés et 12 étrangers malades).



La mission d'accompagnement, par l'emploi et le logement, menée par une conseillère en économie sociale et familiale (CESF) a été bénéfique pour les familles statutaires et régularisées puisque toutes ont pu intégrer des logements autonomes, soit 79 personnes dont 18 familles (30 adultes et 34 enfants) et 15 isolés.

En ce qui concerne les personnes en refus de séjour, grâce à la circulaire interministérielle du 2 avril 2007 relative à l'hébergement des demandeurs d'asile, elles ont été accueillies au sein du dispositif avec un contrat de deux mois de prise en charge dans les 57 places mises à disposition pour cette catégorie.

La cellule OFPRA a mené sa mission tout au long de l'année. Un travailleur social assure la rédaction des récits des demandeurs d'asile avec l'aide d'un interprète. Ainsi 124 dossiers de demande d'asile ont

été rédigés, soit 89 dossiers pour l'OFPRA et 35 pour la CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile). Cette année, 2 personnes ont été reconnues réfugiées politiques, 13 ont eu la protection subsidiaire et 12 personnes ont été régularisées.



Le service Accueil médiation Intégration

Ce service a été rattaché en 2010 au service actions spécifiques. Comme en 2009, ALFA3A est sous traitant de l'association ISM-CORUM, mandataire du marché de l'OFII, pour l'organisation des journées «formation civique» et «vivre en France» dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration (CAI) auquel adhère tout étranger arrivant sur le territoire français. En 2010, 19 journées de formation «vivre en France» ont concerné 376 personnes (232 en 2009) et les 36 journées «formation civique» 780 personnes (521 en 2009). Dans ce cadre, il y a eu également une journée sur les Droits et Devoirs des parents qui a concerné 10 personnes. Ces actions traduisent l'expertise d'ALFA3A en matière d'accueil de population d'origine étrangère, acquise depuis l'origine de l'association.

Fin 2009, a été mis en place avec le soutien de la DDCS des permanences socio-juridiques. 280 personnes se sont rendues à ces permanences et 425 cas ont été traités.

Ces actions se poursuivent sur 2011.

L'hébergement d'urgence et la réinsertion sociale

Réparti sur plusieurs sites, le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) d'Oyonnax-Bellegarde-Nantua est agréé pour 37 places, 10 en logement d'urgence, 6 en stabilisation et 21 en insertion.

En juillet 2010, l'antenne principale du CHRS a déménagé dans de nouveaux locaux (2 de la rue Demageot à Oyonnax) plus centraux quittant ainsi le site de Geilles excentré et trop stigmatisé.

L'hébergement d'urgence

Les logements d'urgence sont réservés à des personnes privées de logement. Elles peuvent intégrer le CHRS pour une période de 7 jours. En 2010, 215 personnes ont été accueillies représentant 2 288 nuitées.

La durée moyenne de séjour qui était de 11 jours en 2009 est passée à 10.6 jours en 2010. Les hommes représentent 81% et 19% sont des femmes seules. La situation des personnes accueillies en urgence est identique à celle des années précédentes. Les personnes hébergées avaient majoritairement un projet de stabilisation sur Bellegarde ou Oyonnax, qu'elles soient originaires du lieu ou qu'elles viennent d'autres régions.

Ainsi, l'accueil d'urgence est utilisé comme période de bilan diagnostic, de sas de passage vers la réinsertion.

Sur les 130 personnes accueillies, 71 ont intégré le CHRS (stabilisation et insertion) et 59 ont repris leur liberté.

L'hébergement de stabilisation

Les personnes concernées ont des difficultés liées au chômage prolongé, divorce, alcoolisme, perte de logement et conjointement perte de confiance en soi, etc. Le séjour en stabilisation est de

courte durée.

56 personnes ont été accueillies en stabilisation. Le nombre de journées réalisées en 2010 est de 4 098.

La durée moyenne d'accueil en stabilisation est de 73 jours. Les hommes représentent 70%, les femmes 30%.

44 personnes ont quitté le centre dans l'année. A leur sortie, 30.4 % ont obtenu un logement autonome dans les parcs public ou privé, 12.5 % sont passées en réinsertion, 17.8% sont restées en stabilisation, 7.15% sont retournées dans leur famille ou chez des tiers, 7.15% sont parties en établissement spécialisé ou résidence sociale et 25% sont parties pour une destination inconnue. Il n'y a pas eu d'expulsion en 2010.

L'hébergement de réinsertion

Cet accueil concerne toutes les personnes ayant de profondes difficultés qui altèrent leur capacité d'autonomie, mais qui ont le désir sincère de redevenir acteur de leur vie.

Au cours de l'année 2010, 64 personnes ont été accueillies en insertion, totalisant 5 935 journées, soit un taux d'occupation de 77 %.

Les hommes représentent 70%, les femmes seules 30%.

L'âge des résidents se répartit comme suit : 12.6% ont moins de 18 ans, 23.3% ont entre 18 et 25 ans, 30.3% ont entre 26 et 35 ans, 23.2% ont entre 36 et 45 ans, 8.9% ont entre 46 et 55 ans et 1.7% ont plus de 55 ans.

Tous les résidents ont été accompagnés dans les domaines suivants : logement, emploi / formation, santé, l'accès aux droits communs et le budget.

52 personnes ont quitté le centre au cours de l'année. A leur sortie, 23 ont eu un logement dans les parcs public et pri-

vé, 12 sont sorties vers un établissement spécialisé, 1 a été hospitalisé, 1 autre est en cure, 10 sont retournés dans leur famille, 5 n'ont pas voulu ou su poursuivre leur chemin d'insertion.

L'accompagnement post-CHRS

Ce service facultatif consiste à stabiliser les personnes sorties du centre en logement autonome. 20 sortants ont accepté cet accompagnement : deux familles représentant 5 personnes (3 adultes et 2 enfants) et 15 adultes isolés.

Le Service d'Accueil et d'Orientation (SAO)

Ce nouveau service qui a débuté en novembre 2009 a permis de recevoir en journée toute personne en difficulté pour l'orienter vers les structures qui pourront la prendre en charge : 144 personnes ont été reçues et 247 ont été entendues par téléphone. L'ensemble représente 368 ménages. La proportion hommes-femmes est de 72 et 28%. L'orientation de ces 368 ménages est la suivante : 49 vers un hébergement d'urgence, 164 vers le CHRS, 8 à l'hôtel, 84 sans suite, 11 refus, 36 sans réponse par manque de place et 16 vers d'autres solutions.

L'hébergement d'urgence hors CHRS

C'est un service annexe qui permet un accueil inconditionnel et sans sélection de personne dans le cadre d'une mise à l'abri immédiate.

49 personnes ont été accueillies dont 64% ont entre 18 et 40 ans. Elles sont généralement très mobiles n'ayant aucune charge de famille.

Service actions spécifiques

La santé

A compter de 2010, le CPH-CADA de Miribel n'a plus de service de soins. En effet, à l'instar de tous les CADA de France, les demandeurs d'asile ainsi que les réfugiés sont tous affiliés à la sécurité sociale avec une couverture CMU. Ainsi, chaque personne est libre de consulter le médecin de son choix.

Le centre de santé de Bellegarde assure, quant à lui, des soins infirmiers à domicile ou au dispensaire.

Le nombre de visites à domicile est stable, avec 33 595 visites en 2010 contre 33 978 en 2009. Les actes en dispensaire sont en augmentation, passant de 3 579 en 2009, à 4 272 en 2010. En revanche le nombre total de soins concerne moins de patients différents : 1 248 personnes en 2010 contre 1 378 en 2009.

La démarche de partenariat avec d'autres services de santé ou d'aide à domicile s'est poursuivie en 2010, notamment le service ALLP qui met à disposition le matériel indispensable à l'assistance respiratoire ou à la nutrition entérale ou parentérale. Enfin, le centre est en réseau avec le CLIC, le SIAD, le CPA et les services techniques de maintenance de matériels spécifiques. Des contrats ont également été passés ponctuellement dans le cadre de l'hospitalisation à domicile.

Non sans difficulté une remplaçante a été trouvée pour prendre la responsabilité du centre de soins, à la suite de Madame Anne-Marie Asporid qui avait demandé à faire valoir ses droits à la retraite. Après



une période de tuilage sur le second trimestre 2010, Madame Karen Bornard est désormais en charge du centre de soins infirmiers de Bellegarde.

Des contacts sont actuellement en cours en vue d'une adhésion à la FNISASIC, fédération nationale de centres de santé qui avait déjà accompagné le centre dans l'écriture de son projet de santé (remis fin janvier 2011 à l'ARS), et qui propose également des journées de formation pour aider à la formalisation du règlement intérieur (à actualiser en fonction des nouvelles normes réglementaires avant juillet 2011).

Enfin un diagnostic santé est en cours

sur le territoire de Bellegarde et de ses environs, avec le cabinet lyonnais «Equation», pour étudier le projet éventuel d'une maison de santé. Le centre de soins est associé à cette réflexion, et fait valoir à cette occasion ses spécificités qui justifient un financement public pour son fonctionnement au regard de la garantie de soins pour les publics en grande précarité, à l'exemple de ce qui se pratique pour le centre de soins de Ferney-Voltaire.

Membres de droit

Mrs les Présidents :
Conseil Général de l'Ain,
Conseil Général de Saône et Loire

M. le Directeur Départemental de l'Insertion, de la Prévention et de l'Action Sociale de l'Ain

Mmes et Mrs les Maires des communes de :
Bénonces
Bourg-en-Bresse
Briord
Cessy
Chalon-sur-Saône
Chanas
Charbonnières-les-Bains
Chasselay
Coligny
Collonges-au-Mont d'Or
Craponne
Divonne-les-Bains
Dompierre sur Veyle
Ferney-Voltaire

Fleurieu sur Saône
Genay
Grezieu la Varenne
Jassans-Riottier

La Tronche
Lagnieu
Le Poizat
Lent
Lyon
Marcy-l'Etoile
Meximieux
Montagny
Montanay
Nantua
Neuville sur Saône
Oyonnax
Prévessin-Moëns
Rochetaillée sur Saône
Saint-André sur Vieux Jonc
Saint-Cyr-au-Mont d'Or
Saint-Genis-les-Ollières
Saint-Martin du Fresne

Servas
Solaize
Thoiry
Tramoyes
Versonnex
Vienne
Villars
Vourles

Mmes et Mrs les Présidents et Présidentes de :
SIVOM de Franois - Serre les Sapins
Communauté de Communes des Vallons du Lyonnais
Communauté de Communes du Pays de Seyssel
Communauté de Communes du Pays de Gex
Communauté de Communes du Pays de Crusellès

Mrs les membres fondateurs et les représentants des membres fondateurs :
M. Xavier BRETON
M. Guy de FRAMOND
M. Michel PARAMELLE

Membres actifs

M. Etienne BLANC
Mme Marie-Claude CHATILLON
M. Robert DALBAN
Mme Roseline DEBAIL
M. Xavier DELSOL
Mme Marie-Claude DESFARGES

M. Daniel FROMONT
M. Bruno FOURNIER
Mme Jacqueline FRESSE
M. François NAVARRANNE
M. Gaston PARAVY
M. Marc PIERRE

M. Michel RICHELMY †
Mme Geneviève RIGUTTO
M. Marc RUDONDY
M. Antoine SCHERMESSER SCHOFF
M. Pierre de VERON

Membres associés

Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés (ADAPEI de l'Ain)
Association Diocésaine de Belley - Ars
Association Pôle Sup 01
Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain
Centre Européen pour la Recherche Nucléaire (CERN)
Centre Saint-Exupéry

Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI de l'Ain)
Chambre des Métiers de l'Ain
Chambre d'Agriculture de l'Ain
Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
DYNACITE
Familles de France

Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (FO)
Groupe Interprofessionnel (MEDEF 01)
Institut de Développement Economique et social (IDES)
Institut de Promotion et d'Etudes Sociales (IPRES)
Société d'Economie Mixte de Construction du Département de l'Ain (SEMCODA)

Remerciements

A - ACAL - ACCUEIL ET AIDE AUX JEUNES - ACCUEIL GESSIEN - ADAPA - ADAPEI - ADATE - ADECCO - ADESSA - ADIA - ADIL - ADOMA - ADREA - AFIJ - AFIP - AFOCAL - AFPA - AGDA - AGEE - AGEFOS PME - AGLCA - AGMAD - AIN'CIL - AIN HABITAT - AIN VAL DE SAONE ENTREPRENDRE - AINTERIM - AINTERIM'AIR - AIRE - AJD - AKSIS - ALAP - ALLIANCE VILLE EMPLOI - ANPEEC - ANT - APEC - APICIL - APRIL AGIRA - ASDA 01 - ASSOCIATION «FEMMES ET MERES EN DIFFICULTE» - ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU BASSIN DE VIE DE BOURG EN BRESSE - ATELIER CHATILLON & ASSOCIES - ATMP/UDAF/ATPA - ATOUT TATTES - AVENTIS PASTEUR - AVENIR - AXALP'AIN - **B** - BANQUE ALIMENTAIRE - BANQUE MARTIN MAUREL - BIOMERIEUX - BOURG HABITAT - BUGEY INITIATIVE - **C** - CABINET BALAS - CABINET DELSOL - CABINET RATHEAUX - CABINET RUBY - CAF 01 - CAF 25 - CAF 38 - CAF 42 - CAF 69 - CAF 71 - CAF 74 - CAISSE D'EPARGNE RHONE-ALPES - CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - CAISSES DE RETRAITES COMPLEMENTAIRES - CALYON - CAP EMPLOI - CAPEB - CCAS SAINT-GENIS LES OLLIERES - CCAS MEXIMIEUX - CCI CONSEILS - CHAMBRE DE COMMERCE DE L'AIN - CDAPL - CEEI - CENTRE AIN INITIATIVES - CENTRE ALCOOLOGIE SAINT GENIS POUILLY - CENTRE D'ACCUEIL PERMANENT - CENTRE HOSPITALIER DE BOURG EN BRESSE - CENTRE HOSPITALIER D'OYONNAX - CENTRE MEDICO PSYCHOLOGIQUE ADULTE DE FERNEY VOLTAIRE - CENTRE MEDICO PSYCHOLOGIQUE DE BOURG EN BRESSE - CENTRE MEDICO PSYCHOLOGIQUE DE FERNEY VOLTAIRE - CENTRE MEDICO PSYCHOLOGIQUE DE MONTLUEL - CENTRE MEDICO PSYCHOLOGIQUE DE SAINT-MAURICE DE BEYNOST - CENTRE MEDICO PSYCHOLOGIQUE D'OYONNAX - CENTRE MEDICO SOCIAL DE BOURG EN BRESSE - CENTRE MEDICO SOCIAL DE MIRIBEL - CENTRE SAINT-EXUPERY - CERN - CESAM - CFA - CGLS - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AIN - CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DE L'AIN - CHOCOLAT CHAUD - CIAT - CIBC 01 - CIFAP - CIDFF - CIL DE LYON - CILDA - CILOR - CIMADE - CIME - CIO D'AMBERIEU - CIO DE BELLEGARDE - CIO DE BELLEY - CIO DE BOURG EN BRESSE - CIO D'OYONNAX - CLAJ - CLARA - CLIC - CLISMA - CNARM - COLLECTIF ALERTE - COMITE DEPARTEMENTAL DE PREVENTION DE L'ALCOOL DE L'AIN - COMMISSARIAT DE POLICE - COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BOURG EN BRESSE - COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DE SEYSSSEL - COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DE GEX - COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALLONS DU LYONNAIS - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LAC DE NANTUA - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN BELLEGARDIEN - COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU - COMMUNAUTE DE COMMUNES RHONE-CHARTREUSE DE PORTE - COMPAGNIE FINANCIERE DE ROTHSCHILD - COMPASS GROUP MEDIREST - CONGREGATION SAINT-JOSEPH - CONSEIL GENERAL 01 - CONSEIL GENERAL 25 - CONSEIL GENERAL 38 - CONSEIL GENERAL 42 - CONSEIL GENERAL 69 - CONSEIL GENERAL 71 - CONSEIL GENERAL 73 - CONSEIL GENERAL 74 - CONSEIL REGIONAL RHONE-ALPES - COORDINATION HANDICAP PSYCHIQUE DE L'AIN - CORES - COTOREP - COURLY - CPA - CPAM 01 - CRAM / CARSAT - CREDIT AGRICOLE CENTRE EST - CREF - CRIJ RHONE-ALPES - CROIX ROUGE FRANCAISE - CRR - CTEF DU CONSEIL REGIONAL - **D** - DAIC - DDCS 01 - DDCS 69 - DDCS 71 - DDT 01 - DDT 69 - DDT 71 - DDISS 71 - DDISS 74 - DDJS 01 - DDJS 69 - DDTEFP 01 - DDTEFP 38 - DDTEFP 69 - DDTEFP 71 - DDTEFP 74 - DELSOL ET ASSOCIES - DGUHL - DIOCESE BELLEY-ARS - DIPAS - DIRECTION DES SERVICES FISCAUX 01 - DOUANE DE FERNEY VOLTAIRE - DPM - DRASS - DRJCSC RHONE-ALPES - DYNACITE - **E** - ECLAT - EDF CNPE DU BUGEY - EDUCATION NATIONALE - EIFFAGE - EMMAUS - ENVOL - ENTREPRISE HABITAT - EQUIPE D'ENTRAIDE DU PAYS DE GEX - ESPACE BENEVOLAT - ESPACE PROJET - ESPACE PROJET INSERTION - EXANE - **F** - FAF - FAPIL - FAMILLES DE FRANCE - FINANCIERE D'UZES - FONDATION ABBE PIERRE - FONDATION DE FRANCE - FONGECIF - FONDS SOCIAL EUROPEEN - FORUM REFUGIES - FRANCE BENEVOLAT - FRANCE BENEVOLAT DES PAYS DE L'AIN - **G** - GENDARMERIE - GESMOB SA - GRETA VAL BUGEY LEMAN - **H** - HABITAT BEAUJOLAIS VAL DE SAONE - HLM SUD-EST - HOPITAL DE SAINT JULIEN EN GENEVOIS - HOPITAL DE GEX - **I** - IDEO BOUTIQUE DE GESTION - IDES - INFREP OYONNAX - INSPECTION ACADEMIQUE - INTER SERVICE MIGRANT - INTERMIFE FRANCE - INSA -IPRES - ISM CORUM - **J** - JURIS ASSOCIATION - **L** - L'ACSE - LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE - LA VOIX DE L'AIN - L'APPART - LE 115 - LE PROGRES - LOGIDIA - **M** - MAIA - MDS - MAIRIE D'AMBERIEU EN BUGEY - MAIRIE DE BELLEY - MAIRIE DE BELLIGNAT - MAIRIE DE BELLEGARDE - MAIRIE DE BOURG EN BRESSE - MAIRIE DE BRIORD - MAIRIE DE CALUIRE - MAIRIE DE CEYZERIAT - MAIRIE DE CHALON SUR SAONE - MAIRIE DE CHAMPAGNE AU MONT D'OR - MAIRIE DE CHARBONNIERES LES BAINS - MAIRIE DE CHASSELAY - MAIRIE DE CHATILLON EN MICHAILLE - MAIRIE DE CHEVRY - MAIRIE DE COLIGNY - MAIRIE DE COLLONGES AU MONT D'OR - MAIRIE DE CORMARANCHE EN BUGEY - MAIRIE DE CRAPONNE - MAIRIE DE DIVONNE LES BAINS - MAIRIE DE DOMPIERRE SUR VEYLE - MAIRIE DE FERNEY VOLTAIRE - MAIRIE DE FLEURIEU SUR SAONE - MAIRIE DE GENAY - MAIRIE DE GREYZIEU LA VARENNE - MAIRIE D'HAUTEVILLE-LOMPNES - MAIRIE DE JASSANS RIOTTIER - MAIRIE DE LA MULATIERE - MAIRIE DE LAGNIEU - MAIRIE DE LENT - MAIRIE DE LYON - MAIRIE DE MARCY L'ETOILE - MAIRIE DE FRANOIS - MAIRIE DE MEXIMIEUX - MAIRIE DE MIRIBEL - MAIRIE DE MONTANAY - MAIRIE DE MONTAGNY - MAIRIE DE NANTUA - MAIRIE DE NEUVILLE SUR SAONE - MAIRIE D'OYONNAX - MAIRIE DE PERONNAS - MAIRIE DE PREVESSIN MOENS - MAIRIE DU POIZAT - MAIRIE DE ROCHETAILLEE SUR SAONE - MAIRIE DE SAINT ANDRE SUR VIEUX JONC - MAIRIE DE SAINT CYR AU MONT D'OR - MAIRIE DE SAINTE-FOY LES LYON - MAIRIE DE SAINT-GENIS LES OLLIERES - MAIRIE DE SAINT-GENIS POUILLY - MAIRIE DE SAINT-MAURICE DE BEYNOST - MAIRIE DE SAINT-MARTIN DU FRESNE - MAIRIE DE SAINT-VULBAS - MAIRIE DE SERRE-LES-SAPINS - MAIRIE DE SERVAS - MAIRIE DE SOLAIZE - MAIRIE DE THOIRY - MAIRIE DE TRAMOYES - MAIRIE DE TREVOUX - MAIRIE DE LA TRONCHE - MAIRIE DE VERNONNEX - MAIRIE DE VILLARS - MAIRIE DE VILLEURBANNE - MAIRIE DE VIENNE - MAIRIE DE VILLARS - MAIRIE DE VONNAS - MAIRIE DE VOURLES - MAISONS DEPARTEMENTALES DE LA SOLIDARITE - MAISON DE L'EMPLOI DE BONNEVILLE - MAISON DE L'ENFANCE - MANPOWER - MG EDITIONS - MIEL - MISSIONS LOCALES JEUNES - MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - **O** - OFFICES DE TOURISME OYONNAX & BOURG EN BRESSE - OFII - OPFRA - OPACIF - OPCAREG - ORSAC - OYONN'ACT - **P** - PAS - PDITH - PEEC - PLATEFORME D'INITIATIVES LOCALES - POLE EMPLOI 01 - POLE EMPLOI 25 - POLE EMPLOI 42 - POLE EMPLOI 69 - POLE EMPLOI 74 - POLE EUROPEEN DE LA PLASTURGIE - POINT ACCUEIL SOLIDARITE - POLICE MUNICIPALE - POLICE AUX FRONTIERES - PRAO - PREFECTURE 01 - PREFECTURE 69 - PREFECTURE 71 - PREFECTURE 74 - PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE - **R** - RAIA - RAS - REGIE SOLAR - REGION RHONE-ALPES - RESTO DU COEUR - ROSET SA - **S** - SANTE BIEN ETRE - SAPEURS POMPIERS - SAUVEGARDE DE L'ENFANCE - SECOURS CATHOLIQUE - SECOURS POPULAIRE FRANCAIS - SEMCODA - SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL - SERVICE INTERMIGRANT - SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION SPIP - SERVICES PENITENTIAIRES DE L'ETAT - SIVOM DE L'EST GESSIEN - SIVOM FRANOIS-SERRE-LES-SAPINS - SNCF - **T** - TEMPORIS - TREMLIN - **U** - UNAF - USO RUGBY - **V** - VEDIOR BIS - VOLTAIRE INITIATIVE.

Exercice 2010

ALFA3A, tous services confondus

2	Produit des activités
2	Nombre de personnes ayant utilisé les services
2	Volume d'activité
3	Effectif salariés
4	Bilan synthétique
6	Compte de résultat synthétique

ALFA3A, par service opérationnel

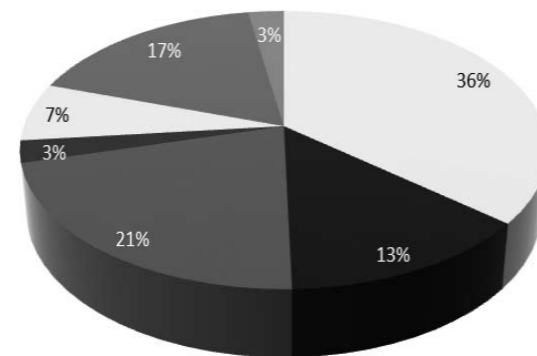
8	Gestion locative
9	Petite enfance
9	Animation
10	Orientation Emploi
11	Formation Insertion
12	Actions spécifiques



14, rue Aguéant
01500 AMBERIEU EN BUGEY CEDEX
Tel. 04 74 38 29 77
www.alfa3a.org

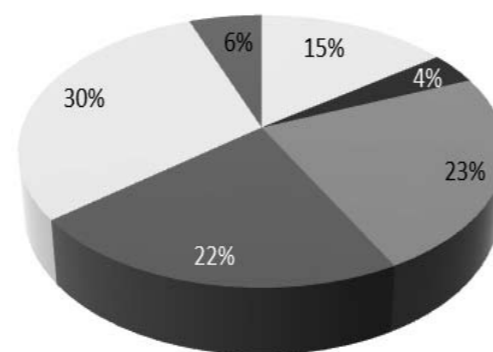
PRODUIT DES ACTIVITES : 34 562 000 €

Gestion locative	12 483 000
Petite enfance	4 655 000
Animation	7 328 000
Orientation Emploi	884 000
Formation Insertion	2 347 000
Actions Spécifiques	5 974 000
Divers	891 000
TOTAL	34 562 000



NOMBRE DE PERSONNES AYANT UTILISE LES SERVICES

Gestion locative	6 713
Petite enfance	1 706
Animation	10 522
Orientation Emploi	9 863
Formation Insertion	13 465
Actions Spécifiques	2 561
TOTAL	44 830



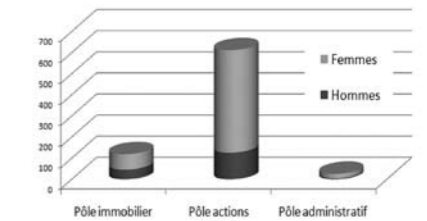
VOLUME D'ACTIVITE

Gestion locative	926 127	Nuitées / résidents
Petite enfance	563 610	Heures de présence en structures multi accueil
Animation	1 455 742	Heures de présence
Formation Insertion	94 701	Heures de suivi / personne (individuel ou collectif)
Actions Spécifiques	267 916	Journées

EFFECTIF AU 31/12/10

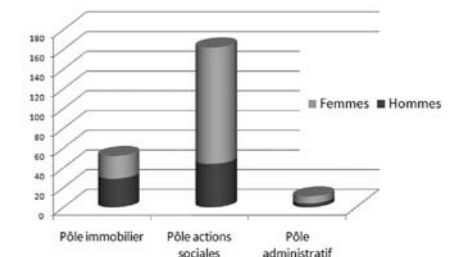
	Hommes	Femmes	Total
Pôle immobilier	46	73	119
Pôle actions sociales et socio-éducatives	126	486	612
Pôle administratif	5	21	26
TOTAL	177	580	757

Effectif total rémunéré en 2010 : 2 268 salariés
Variation de l'année : 1 511 salariés



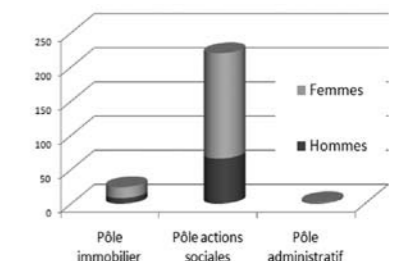
SALARIES PERMANENTS, en CDI temps pleins, présents du 01/01/10 au 31/12/10

	Hommes	Femmes	Total
Pôle immobilier	29	23	52
Pôle actions sociales et socio-éducatives	44	118	162
Pôle administratif	4	7	11
TOTAL	77	148	225



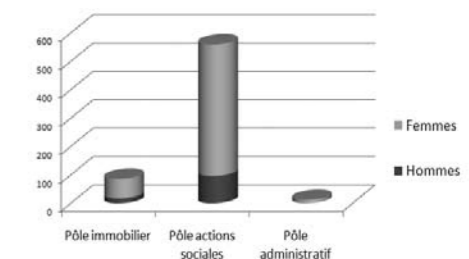
SALARIES EN CDD au 31/12/10

	Hommes	Femmes	Total
Pôle immobilier	8	16	24
Pôle actions sociales et socio-éducatives	66	154	220
Pôle administratif	1	1	2
TOTAL	75	171	246



SALARIES A TEMPS PARTIEL au 31/12/10

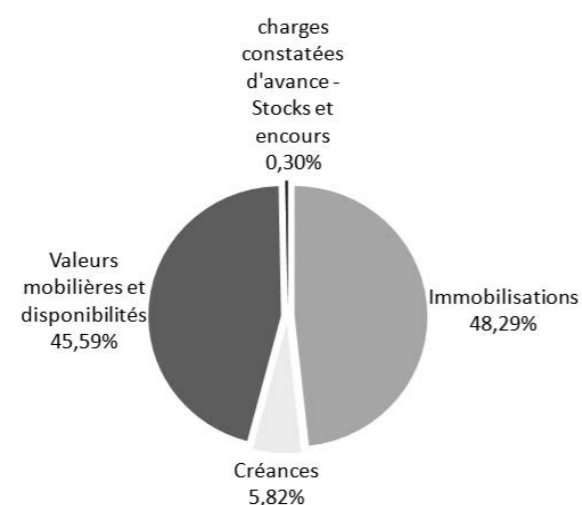
	Hommes	Femmes	Total
Pôle immobilier	17	69	86
Pôle Actions sociales et socio-éducatives	96	464	560
Pôle administratif	0	12	12
TOTAL	113	545	658



CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION et D'APPRENTISSAGE

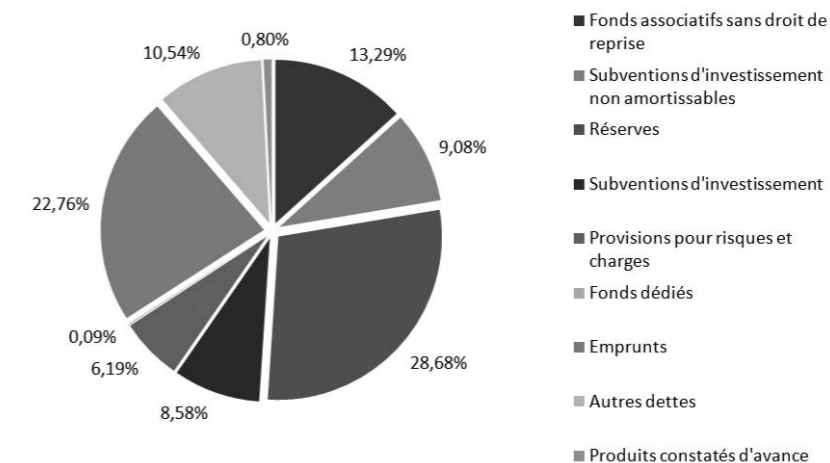
	Hommes	Femmes	Total
Pôle immobilier	0	0	0
Pôle actions sociales et socio-éducatives	3	7	10
Pôle administratif	1	1	2
TOTAL	4	8	12

	EXERCICE 2010			EXER. 2009
	BRUT	AMORTISSEMENT PROVISIONS (à déduire)	NET	NET
Immobilisations incorporelles	118 000	118 000		23 000
Immobilisations corporelles	50 531 000	20 930 000	29 601 000	27 572 000
Immobilisations financières	374 000		374 000	405 000
TOTAL 1	51 023 000	21 048 000	29 975 000	28 000 000
Stocks et encours	68 000		68 000	55 000
Créances	4 492 000	880 000	3 612 000	3 436 000
Valeurs mobilières de placement	29 114 000	1 001 000	28 113 000	27 361 000
Disponibilités	189 000		189 000	428 000
Charges constatées d'avance	117 000		117 000	87 000
TOTAL 2	33 980 000	1 881 000	32 099 000	31 367 000
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL GENERAL	85 003 000	22 929 000	62 074 000	59 367 000



Total : 62 074 000 €

	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
Fonds associatifs sans droit de reprise	8 155 000	7 656 000
Subventions d'investissement non amortissables	5 568 000	5 544 000
Réserves	17 593 000	17 592 000
Report à nouveau	423 000	-56 000
Résultat comptable de l'exercice	298 000	995 000
Subventions d'investissement	5 266 000	4 409 000
TOTAL 1	37 303 000	36 140 000
Provisions pour risques et charges	3 798 000	3 870 000
TOTAL 2	3 798 000	3 870 000
Fonds dédiés	55 000	73 000
TOTAL 3	55 000	73 000
Emprunts	13 964 000	12 385 000
Autres dettes	6 464 000	6 361 000
Produits constatés d'avance	490 000	538 000
TOTAL 4	20 918 000	19 284 000
TOTAL GENERAL	62 074 000	59 367 000

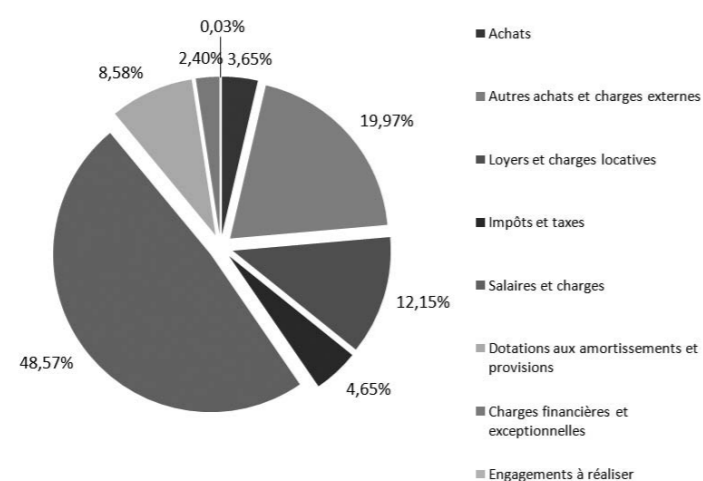


Total : 61 353 000 €
(Hors report à nouveau et résultat comptable de l'exercice)

Compte de résultat Charges

	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
Achats	1 251 000	1 152 000
Autres achats et charges externes	6 842 000	6 146 000
Loyers et charges locatives	4 166 000	3 887 000
Impôts et taxes	1 595 000	1 557 000
Salaires et charges	16 641 000	15 468 000
Dotations aux amortissements et provisions	2 939 000	2 791 000
Charges financières et exceptionnelles	821 000	971 000
Engagements à réaliser	9 000	9 000
Excédent disponible	298 000	995 000
TOTAL	34 562 000	32 976 000

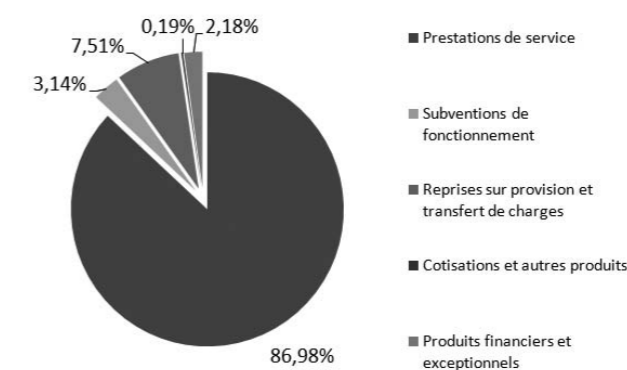
VENTILATION DES CHARGES



Total : 34 562 000 €

Compte de résultat Produits

	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
Prestations de service	30 041 000	28 352 000
Subventions de fonctionnement	1 085 000	748 000
Reprises sur provision et transfert de charges	2 595 000	2 038 000
Cotisations et autres produits	67 000	66 000
Produits financiers et exceptionnels	748 000	1 740 000
Reports ressources des exercices antérieurs	26 000	32 000
Déficit		
TOTAL	34 562 000	32 976 000



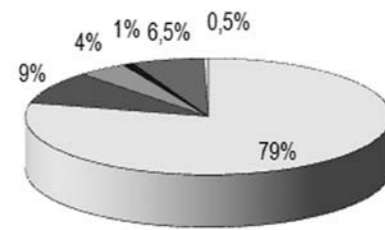
Quote-part des financements publics et para-publics

En euros	EXERCICE 2010			EXERCICE 2009		
	Subventions	Prestations de services	Total	Subventions	Prestations de services	Total
L'ACSE	27 000		27 000	84 000		84 000
DDCS (DDASS)	201 000	5 076 000	5 277 000		4 704 000	4 704 000
Communes	52 000	5 101 000	5 153 000	54 000	4 681 000	4 735 000
Conseils généraux	110 000	825 000	935 000	99 000	939 000	1 038 000
Conseil régional - FSE	143 000	358 000	501 000	86 000	325 000	411 000
CAF	268 000	2 364 000	2 632 000	244 000	2 146 000	2 390 000
DDTEFP	32 000		32 000	61 000		61 000
Jeunesse & sports	35 000		35 000	16 000		16 000
Diverses	217 000		217 000	104 000		104 000
Total	1 085 000	13 724 000	14 809 000	748 000	12 795 000	13 543 000

PRODUIT DES ACTIVITES : 12 483 000 €

NOMBRE DE PERSONNES AYANT UTILISE LES SERVICES

Foyers et résidences sociales et maisons relais *	5 284
Résidences étudiantes	619
Résidences et logements banalisés	293
Résidences personnes âgées	61
Logements d'insertion	431
Logements en Intermédiation Locative	25
TOTAL	6 713

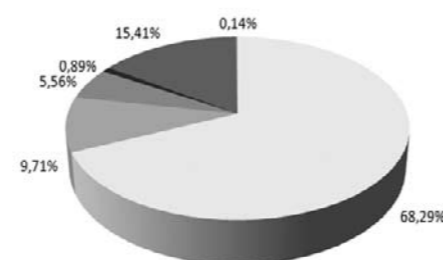


* Situation professionnelle par âge des résidents présents au 31/12/10, dans les foyers, résidences sociales et maisons relais (hors demandeurs d'asile)

	moins de 26 ans	entre 26 et 50 ans	entre 50 et 55 ans	entre 55 et 60 ans	plus de 60 ans	TOTAL
Actifs	99	269	52	53	43	516
Salariés	72	264	52	53	43	484
Stagiaires	27	5	0	0	0	32
Inactifs	330	226	48	69	190	863
Chômeurs	17	47	6	9	23	102
Etudiants	300	5	0	0	0	305
RSA	8	118	20	25	9	180
Sans ressources	2	15	4	0	1	22
Allocations/Pensions	3	41	18	23	10	95
Retraités	0	0	0	12	147	159
TOTAL	429	495	100	122	233	1 379

VOLUME D'ACTIVITE en nuitées / résidents

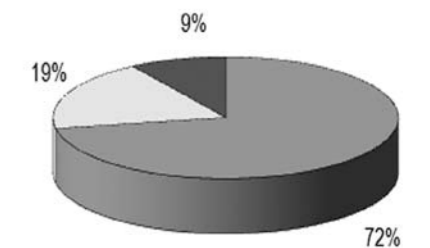
Foyers et résidences sociales	632 407
Résidences étudiantes	89 973
Résidences et logements banalisés	51 509
Résidences personnes âgées	8 256
Logements d'insertion	142 687
Logements en Intermédiation Locative	1 295
TOTAL	926 127



PRODUIT DES ACTIVITES : 4 655 000 €

NOMBRE DE PERSONNES AYANT UTILISE LES SERVICES

Structures multi accueil	1 231
Relais d'Assistants maternelles - enfants	320
Relais d'Assistants maternelles - assistantes maternelles	155
TOTAL	1 706



VOLUME D'ACTIVITE en heures de présence

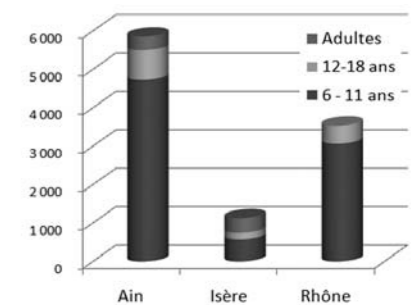
Structures multi accueil	563 610	heures de présence
Relais d'Assistants maternelles	3 530	heures de temps collectifs

Animation

PRODUIT DES ACTIVITES : 7 328 000 €

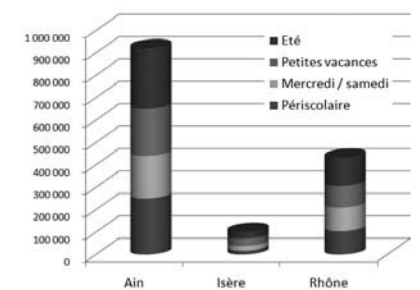
NOMBRE DE PERSONNES AYANT UTILISE LES SERVICES

	Ain	Isère	Rhône	TOTAL
3 - 11 ans	4 728	581	3 066	8 375
12-18 ans	777	163	472	1 412
Adultes	350	385		735
TOTAL	5 855	1 129	3 638	10 522



VOLUME D'ACTIVITE en heures de présence

	Ain	Isère	Rhône	TOTAL
Périscolaire	250 727	16 511	104 279	371 517
Mercredi / samedi	189 589	21 729	105 263	316 581
Petites vacances	212 261	32 389	96 967	341 617
Été	269 125	30 507	126 395	426 027
TOTAL	921 702	101 136	432 904	1 455 742



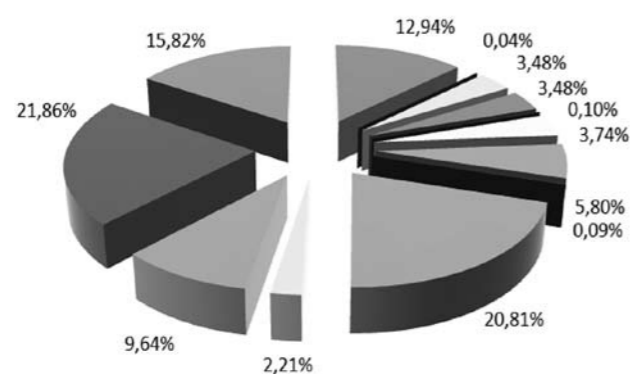
PRODUIT DES ACTIVITES : 884 000 €

NOMBRE DE PERSONNES AYANT UTILISE LES SERVICES

Guidance Professionnelle Personnalisée	1 276
Bilans de Compétences salariés	4
Appui à la création d'entreprise (BALISE-réunions)	343
Suivi des jeunes en entreprise (SEP-mini stages-emploi vocationnel)	343
Prestations AGEFOS	10
Bilan de Compétences Approfondies - Pôle Emploi	369
Cible emploi - Pôle Emploi	572
Stratégie de recherche d'emploi - Pôle Emploi	9
Ateliers de recherche d'emploi - Pôle Emploi	2 052
Evaluation préalable à la création d'entreprise - Pôle Emploi	218
Espace emploi	951
Bureau Information Jeunesse	2 156
Renseignements par tel, courrier, courriel, forums, autres	1 560
TOTAL	9 863

contacts

25 619 internautes ont consulté le site de la MIFE.

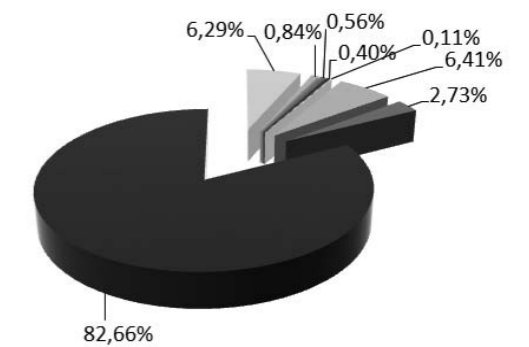


PRODUIT DES ACTIVITES : 2 347 000 €

NOMBRE DE PERSONNES AYANT UTILISE LES SERVICES

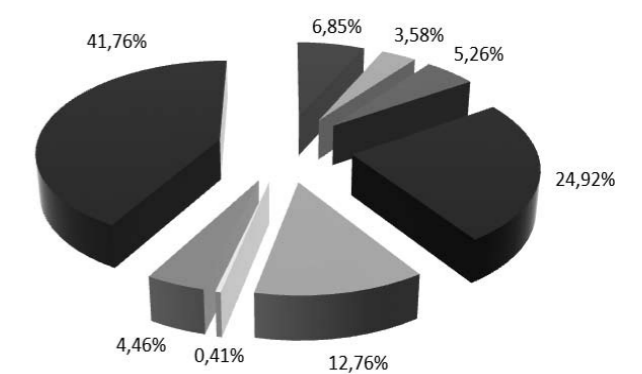
Ainsertion +	847
Accompagnement Social Individualisé	113
Action collective	
Prestation Redynamisation socio-professionnelle	75
AGCR *	54
Chantier d'Insertion «RIRE»*	15
Journées Civiques / Vivre en France	863
Accompagnement social Logement	368
Prestation Pôle Emploi - Ateliers	11 130
TOTAL	13 465

* en heures travaillée



VOLUME D'ACTIVITE en heures de présence

Ainsertion +	6 486
Accompagnement Social Individualisé	3 390
Action collective	
Prestation Redynamisation Socio-Professionnelle	4 982
AGCR	23 596
Chantier d'Insertion «RIRE»	12 086
Journées Civiques / Vivre en France	392
Accompagnement social Logement	4 223
Prestation Pôle Emploi - Ateliers	39 546
TOTAL	94 701

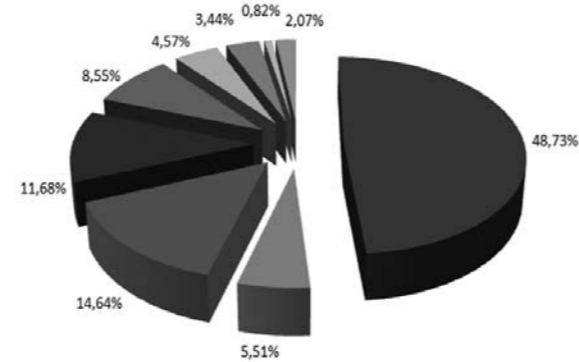


Actions spécifiques

PRODUIT DES ACTIVITES : 5 974 000 €

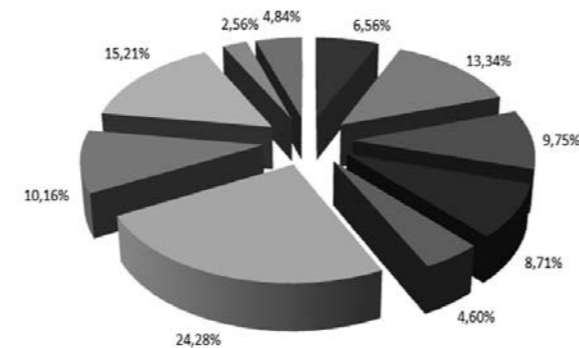
NOMBRE DE PERSONNES AYANT UTILISE LES SERVICES

Personnes soignées au centre de santé	1 248
Réfugiés	141
Demandeurs d'asile (CADA)	375
CHRS et logement d'urgence	299
Accueil d'urgence demandeurs d'asile	219
Accueil d'urgence déboutés	117
Accueil d'urgence ALT étrangers malades	88
Accueil d'urgence ALT statutaires et régularisés	21
Plan hiver	53
TOTAL	2 561



VOLUME D'ACTIVITE en journées

CPH de Miribel	17 571
CADA de Miribel	35 739
CADA d'Ambérieu	26 122
CADA de Culoz	23 330
CHRS	12 321
Accueil d'urgence demandeurs d'asile	65 056
Accueil d'urgence déboutés	27 209
Accueil d'urgence ALT étrangers malades	40 738
Accueil d'urgence ALT statutaires et régularisés	6 850
Plan hiver	12 980
TOTAL	267 916



NOMBRE D'ACTES INFIRMIERS

Centre de soins de Bellegarde à domicile	33 595
Centre de soins de Bellegarde au dispensaire	4 272
TOTAL	37 867